Banque interaméricaine de développement

Rapport annuel

Bilan de l'année

2018

BID

Capital Ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)	2018	2017	2016	2015	2014
Principaux éléments opérationnels					
Prêts et garanties approuvés[a]	$14 250	$13 003	$10 803	$ 10 404	$ 12 652
Fraction non décaissée des prêts approuvés	32 079	31 264	30 007	30 711	31 601
Décaissements de prêts	11 304	10 250	9 600	9 719	9 423
Remboursements de prêts	6 828	7 748	6 023	5 132	5 213
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	$32 704	$33 600	$27 750	$27 969	$27 458
Encours des prêts	93 377	89 082	81 952	78 745	74 585
Total des actifs	129 459	126 240	113 325	111 116	106 277
Encours des emprunts, après swaps	92 491	89 632	82 641	80 464	76 664
Fonds propres	32 929	32 247	26 460	25 253	23 697
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts, après swaps	$ 3 057	$ 2 535	$ 2 365	$ 1 946	$ 1 741
Revenu des placements	825	488	321	60	114
Frais liés aux emprunts, après swaps	2 255	1 223	797	409	398
Revenu d'exploitation[b]	752	902	946	692	592
Ratio					
Ratio[e] de la dette[c] au total des fonds propres[d]	2,9	2,9	3,2	3,3	3,3

Fonds des Opérations Spéciales

(En millions de dollars des États-Unis)	2018[f]	2017[f]	2016	2015	2014
Principaux éléments opérationnels					
Prêts approuvés	$ 0	$ 0	$ 247	$ 282	$ 300
Décaissements de prêts	—	—	190	310	302
Remboursements de prêts	—	—	184	184	187
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement	$ 0	$ 0	$ 822	841	$ 977
Encours des prêts, nets	—	—	4 510	4 502	4 418
Fraction non décaissée des prêts approuvés	—	—	782	726	761
Total des actifs	—	—	5 420	5 408	5 420
Solde du fonds	—	—	5 160	5 113	5 089
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts	$ 0	$ 0	$ 60	$ 61	$ 62
Revenu de coopération technique	—	—	5	6	8
Transfers de la réserve général	—	—	—	—	—
Revenu net	—	—	43	22	23

[a] N'inclut pas les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial et les participations à des prêts sans garantie souveraine, l'exposition et les contrats d'échange.

[b] Depuis le 1er janvier 2018, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable au titre de la mise à jour des normes comptables (*Accounting Standards Update, ASU*) qui exigeait la présentation séparée des autres éléments du coût net des régimes de pension et du coût de service, et hors du revenu d'exploitation. Les montants associés des années précédentes ont été ajustés afin d'être conformes à la présentation de 2018.

[c] En 2017, la Banque a mis en œuvre une limite d'emprunts par un levier maximum non basé sur le risque en fonction du ratio d'endettement, ce qui vient compléter la contrainte actuelle de capitaux basés sur le risque.

[d] Emprunts (après swaps) et exposition aux garanties.

[e] Le « Total des fonds propres » est défini comme la Fraction libérée du capital et le capital d'apport additionnel, net des souscriptions à recevoir, moins les effets à recevoir des membres, plus les Bénéfices non distribués moins les soldes liquides en devise nationale des pays emprunteurs et le Montant cumulé des autres éléments du résultat global (mesure hors GAAP).

[f] Au 1er janvier 2017, tous les actifs et passifs du FOS avaient été transférés vers l'ORC. Le FOS demeure un compte distinct, mais sans actifs ou opérations.

Lettre d'accompagnement

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2018. Ce Rapport annuel consiste en un volume intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque durant l'année 2018 (prêts, garanties et dons). Un deuxième volume, en anglais et espagnol, contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

28 mars 2019

BID

UN PARTENAIRE POUR

l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Groupe BID est constitué de la Banque interaméricaine de développement (BID), de BID Invest (le nom commercial de la Société interaméricaine d'investissement, SII) et de BID Lab (le nom commercial du Fonds multilatéral d'investissement, MIF), un fonds administré par la BID. La BID, qui est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional, constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique latine et des Caraïbes.

BID Invest a pour mission de promouvoir le développement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du secteur privé. Dans le cadre de sa mission, BID Invest soutient les entreprises publiques et privées grâce au financement sous forme de prêts, de participation au capital et de garanties. BID Invest s'associe également avec ses clients pour fournir des services de conseil et de formation. Pour de plus amples informations, aller sur le site www.idbinvest.org.

Le BID Lab est le laboratoire d'innovation du Groupe BID. Il réalise des expérimentations à haut risque visant à tester de nouveaux modèles dans le but d'inciter le secteur privé à résoudre les problèmes de développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour en savoir plus, aller sur le site www.bidlab.org.

La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA. Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo. Au terme de l'année 2017, la BID a approuvé 286 milliards de dollars de prêts et de garanties, y compris des prêts sans garantie souveraine jusqu'en 2015, pour le financement de projets, pour un montant total d'investissements de 567 milliards et un montant total de dons de 7,3 milliards.

PAYS MEMBRES

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États Unis, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Table des matières

1 Message du Président

3 Conseil d'administration

5 **1. Récapitulatif des opérations**

13 **2. Faits saillants par secteur**

34 **Annexes**

Les états financiers de la Banque indépendamment audités, avec les commentaires et analyses de la Direction : Capital ordinaire, se trouvent à l'adresse **www.iadb.org/ar2018/fs**.

ÉQUATEUR

Le programme du système de transport urbain et métropolitain de Quito soutient la construction de 22 km de voies ferrées et de 15 stations de métro afin d'étendre le réseau de la capitale qui relie les usagers à d'autres modes de transport. Photo : EPMMQ.

Message du Président

En 2018, la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie de manière inégale, compte tenu des disparités du rythme de croissance entre les pays développés et les économies en voie de développement. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont opéré une lente reprise, avec un taux de croissance de 1,2 %, nettement inférieur aux 2,2 % attendus en 2019.

Au-delà de la situation macroéconomique, les migrations intrarégionales ont fortement gagné en visibilité au cours de l'année 2018. Ces migrations sont le fait d'un ensemble complexe de facteurs économiques, politiques, climatiques et environnementaux qui n'ont cessé d'évoluer ces dernières années. Beaucoup de nos pays qui voyaient auparavant un grand nombre de ses citoyens s'établir à l'étranger se retrouvent aujourd'hui à accueillir un afflux d'immigrants, démontrant, ce faisant, empathie et générosité envers leurs voisins. Toutefois, une migration soudaine et massive peut avoir des conséquences néfastes dans les pays d'accueil.

En conséquence, de nombreux pays membres de la BID ont demandé un soutien afin de renforcer leurs systèmes de migration et d'investir dans divers services tels que l'identification, la santé, l'éducation, les installations sanitaires de base et l''inclusion économique des migrants et de leurs communautés d'accueil. La BID a proposé de mobiliser des fonds pour financer ce plan d'action multisectoriel et atténuer l'impact budgétaire dans les pays d'accueil.

La migration compte parmi les multiples priorités de politique publique qui évoluent dans nos pays. Par exemple, une mise à jour de la stratégie institutionnelle de la BID, toujours en cours, reflète l'intérêt qu'il existe dans l'accélération de l'adoption des technologies de l'information et dans la préparation des jeunes face aux demandes des marchés de l'emploi de demain. Cette stratégie reconnaît également le besoin urgent de créer des écosystèmes qui mettent à profit l'esprit d'innovation et d'entreprise de notre

jeunesse en leur offrant un meilleur accès au capital de départ, aux investisseurs providentiels et aux conseils techniques.

Nous devons aussi répondre à la demande de nos sociétés qui réclament de longue date une gestion publique transparente et efficace. La corruption et l'impunité érodent la crédibilité de nos institutions et la légitimité de nos démocraties. Il est par conséquent primordial de promouvoir la transparence et l'intégrité afin de favoriser la confiance du public dans l'État de droit et ses institutions, de protéger la stabilité économique, de stimuler la croissance et de garantir la sécurité de nos citoyens.

Nous avons obtenu de bons résultats en 2018. La Banque a approuvé 96 prêts à garantie souveraine d'un montant supérieur à 13,5 milliards de dollars de financement et a décaissé plus de 9,9 milliards de dollars. Quant au secteur privé et aux activités sans garantie souveraine, je suis ravi d'annoncer qu'IDB Invest a approuvé plus de 4 milliards de dollars au titre d'opérations. Avec un montant total d'approbations de 17 milliards de dollars, le Groupe BID restait la source principale de financement multilatéral en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Cela n'aurait pas été possible sans le dévouement de tous ceux qui interviennent dans le cadre des actions du Groupe BID. Grâce à leur travail et au leadership de notre Conseil d'administration, je peux affirmer que notre évolution est favorable et nos chiffres satisfaisants.

Il ne fait aucun doute que ces réussites nous permettent de jouir d'une position privilégiée alors que nous nous apprêtons à fêter, en 2019, le 60e anniversaire de la Banque.

Luis Alberto Moreno
Président
Banque Interaméricaine de développement

Conseil d'administration

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les administrateurs pour les États-Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des administrateurs principaux. Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.

Premier rang (de gauche à droite) :
Ute Heinbuch (Allemagne), Toshiyuki Yasui (Japon),
Rosa Matilde Guerrero (Équateur),
Selwin Hart Charles (Barbade), Alicia Montalvo (Espagne),
Federico Poli (Argentine), Gerardo Corrochano (Pérou)

Rang du milieu :
Marcelo Bisogno (Uruguay),
Malcolm Geere (Royaume-Uni), Stefania Bazzoni (Italie),
Eliot Pedrosa (États-Unis),
Fernando de León de Alba (Panama),
Francisco Mayorga (Nicaragua),
Carlos Pared (République dominicaine),
Arthur Williams (Jamaïque)

Dernier rang :
Armando León (Venezuela), Sergio Savino Portugal (Brésil),
Marco Machicao (Bolivie), Patrick Hervé (France),
Eric Madueño (Canada), Guillermo Rishchynski (Canada)

NICARAGUA

Un programme d'aménagement routier vise à améliorer les conditions de transport dans les zones rurales défavorisées, en les reliant aux marchés et aux services sociaux, tout en réduisant les coûts liés à la conduite d'un véhicule et les temps de trajet. Photo : Orlando Morales.

Récapitulatif des opérations

1 Approbations de prêts

En 2018, la Banque a approuvé 96 prêts à garantie souveraine pour un montant de financement total de 13,5 milliards de dollars. Le programme d'approbation des prêts à garantie souveraine comprenait 76 projets d'investissement et une garantie partielle de crédit pour un sous-total de 8,5 milliards de dollars et 18 projets de prêts à l'appui de réformes pour un montant de 4,6 milliards, ainsi que 100 millions de financement spécial affecté au développement à la Barbade. La Banque a par ailleurs approuvé 250 millions de dollars de fonds supplémentaires destinés à un projet de développement du métro à Quito.[1]

Les projets d'investissement comprenaient neuf opérations d'un montant de 1,6 milliard de dollars au titre des lignes de crédit conditionnelles pour les projets d'investissement (Conditional Credit Lines for Investment Projects, CCLIP) ainsi qu'une opération d'un montant de 7 millions de dollars réalisée en plusieurs étapes. La Banque a également approuvé un mécanisme de prêts garantis d'un montant de 490 millions de dollars à destination de l'Argentine, dans le cadre de son programme global d'approbation des projets d'investissement.

Les 18 projets de prêts à l'appui de réformes comptaient trois opérations à tranches multiples d'un montant de 412 millions de dollars, un projet hybride d'un montant de 100 millions et 14 prêts consentis dans le cadre de programmes pour un total de 4,1 milliards. Sur les prêts consentis dans le cadre de programmes, dix correspondaient à des opérations de départ d'un montant total de 2,7 milliards de dollars, et quatre à des projets ultérieurs, d'un montant total de 1,4 milliard.

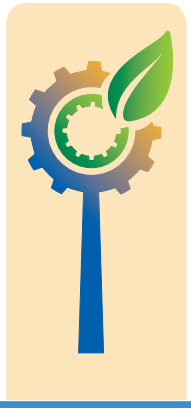
Le coût total des projets financés au titre du programme d'approbation des prêts à garantie souveraine s'élevait à 14,8 milliards de dollars. Ce montant comprend 12,5 milliards de dollars[2] de prêts financés par le Capital ordinaire

[1] En 2018, 117 prêts sans garantie souveraine consentis par IDB Invest ont été cofinancés par la Banque, pour un montant total de 2 milliards de dollars. Lorsque ce montant est ajouté au volume de prêts à garantie souveraine de 13 milliards de dollars, ainsi qu'au volume de prêts sans garantie souveraine de 234 millions de dollars, le volume d'approbations de la Banque pour l'année totalisait 15,2 milliards de dollars en 2018.

[2] Exclut les augmentations au titre de la reformulation des projets.

Approbations en 2018 par groupe sectoriel[1]

(en millions de dollars des États-Unis)



Infrastructures et Environnement

SECTEUR	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT
Agriculture et développement rural	4	264
Énergie	13	1 867
Environnement et catastrophes naturelles	3	177
Tourisme durable	1	26
Transports	10	1 822
Eau et assainissement	6	1 288
Urbanisme et logement	7	758
SOUS-TOTAL	**44**	**6 203**

Institutions pour le développement

Marchés financiers	7	1 540
Secteur d'activité	—	—
Réforme / modernisation de l'État	18	2 307
Sciences et technologies	1	350
SOUS-TOTAL	**26**	**4 197**

Intégration et Commerce

Commerce	1	50
Intégration régionale	2	14
SOUS-TOTAL	**3**	**64**

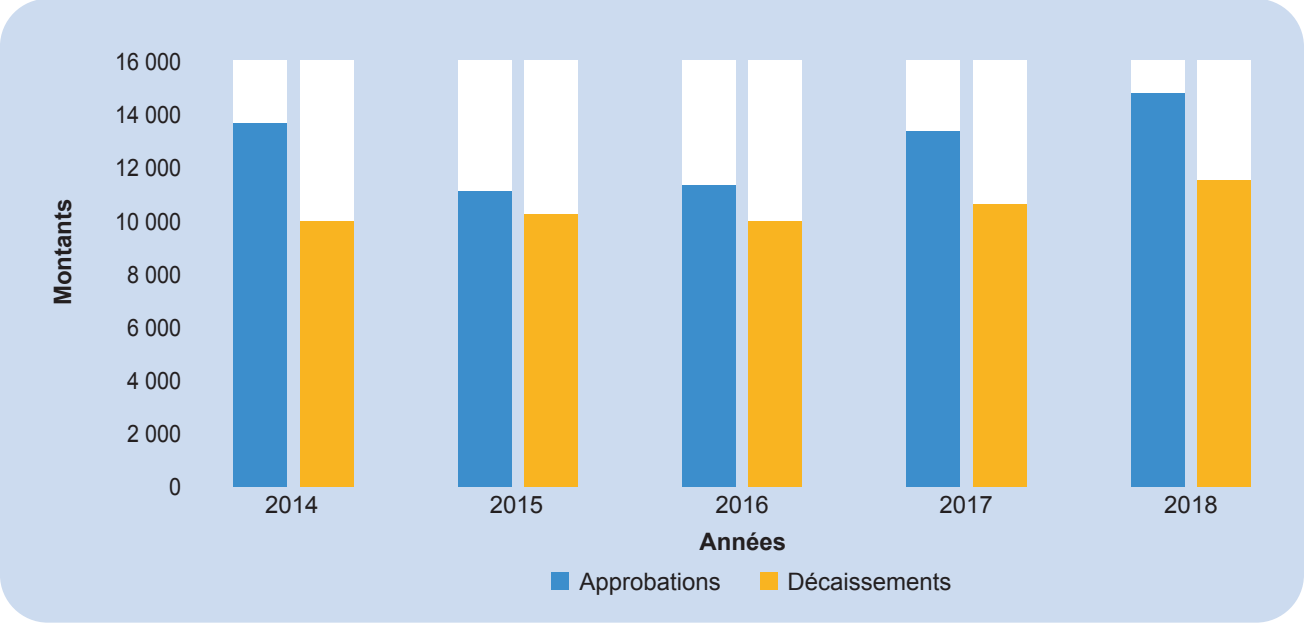
Secteur Social

Éducation	2	145
Santé	8	799
Investissements sociaux	13	1 795
SOUS-TOTAL	**23**	**2 739**

TOTAL	**96**	**13 202**

[1] N'inclut pas les reformulations.

FIGURE I. Approbations et décaissements 2014–2018
(en millions de dollars des États-Unis)



de la Banque (CO), quatre projets au titre du Mécanisme de don de la BID pour un montant de 423 millions de dollars, 272 millions par le fonds administré par la Banque et 1,6 milliard provenant d'autres sources et contributions locales. La Banque a également approuvé 385 millions de dollars dans deux mécanismes de prêts d'urgence conditionnels au titre des catastrophes naturelles, ainsi que cinq nouvelles lignes de crédit conditionnelles pour les projets d'investissement d'un montant total de 2,3 milliards de dollars.

En 2018, la part des prêts consentis aux petits pays vulnérables (Groupes C et D) a augmenté de 43 %, pour un montant total de 5,4 milliards de dollars, contre 3,8 milliards l'année précédente. En conséquence, la part des approbations en faveur des pays des Groupes C et D représentait 42 % de toutes les approbations, soit une hausse de huit points par rapport à 2017.

C'est la raison pour laquelle la Banque a continué de renforcer son rôle de principale source de financement multilatéral en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier en termes de soutien aux pays des Groupes C et D.

En termes de secteurs, la Banque a affecté 35 % des financements approuvés au secteur des institutions pour le développement, 33 % au secteur de l'infrastructure et de l'énergie, 20 % au secteur social, 11 % au secteur du changement climatique et du développement durable et 1 % au secteur du commerce et de l'intégration.

Ces approbations par secteur ne reflètent pas entièrement les progrès accomplis en matière de promotion de projets communs à plusieurs secteurs et créneaux. En 2018, grâce à l'utilisation continue du système de « double comptabilisation » et aux efforts d'incitation à la création de ces synergies, 41 % des opérations approuvées résultaient du travail commun des différentes unités opérationnelles.

En termes de groupes d'activités économiques, la Banque a affecté 47 % des financements approuvés aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 32 % à l'assistance institutionnelle au

développement, 21 % aux programmes du secteur social et moins d'1 % aux programmes commerciaux et d'intégration. En termes de nombre de projets, 46 % des nouvelles opérations approuvées étaient liées au secteur des infrastructures et de l'environnement, qui comprend désormais les projets d'urbanisation et de logement, 27 % à l'assistance institutionnelle au développement, 24 % aux secteurs sociaux et 3 % à l'intégration et au commerce.[3]

Décaissements

Les décaissements de la Banque au titre des prêts à garantie souveraine ont totalisé 9,9 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 11 % par rapport au niveau de décaissements de 2017.

Portefeuille actif des projets à garantie souveraine

Au 31 décembre 2018, le portefeuille actif des projets à garantie souveraine en exécution de la Banque comptait 600 opérations, dont le solde non décaissé s'élevait à 31,1 milliards de dollars. Sur les ressources totales non décaissées, 62 % correspondaient aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 19 % aux programmes destinés aux organismes de développement, 16 % aux programmes du secteur social et 3 % aux programmes commerciaux et d'intégration régionale.

La valeur du portefeuille actif des projets à garantie souveraine en exécution de la Banque confirme la tendance à la hausse des niveaux d'approbations de la Banque. En moyenne, le volume du portefeuille s'est accru de 26 % au cours des cinq dernières années, par rapport à la période des cinq années précédentes. Le volume annuel moyen est passé de 53,4 milliards de dollars dans la période de 2014 à 2018 à 42,4 milliards dans la période de 2009 à 2013.

[3] Toute augmentation due aux reformulations est exclue des estimations en pourcentage

BID Lab

En 2018, le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) a été rebaptisé « BID Lab », conformément à sa mission de laboratoire d'innovation du Groupe BID. Fort d'une nouvelle identité lancée en octobre, du plan d'action approuvé pour la période 2019–2021 et de l'évolution de Foromic, son événement phare qui s'attache à présent à développer des moyens innovants d'améliorer l'inclusion, BID Lab est devenu une plateforme d'expérimentation pour les innovations à haut risque et à fort impact potentiel pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

En 2018, BID Lab a identifié des moyens innovants de tirer parti de nouveaux modèles économiques et technologiques afin d'en multiplier l'impact, en créant des opportunités pour les populations pauvres et vulnérables et en relevant certains défis liés notamment à l'inclusion financière et sociale, à la productivité et à l'impact sur l'environnement. BID Lab a terminé l'année avec l'approbation de 50 projets totalisant 68,5 millions de dollars, dont un levier de financement de 395 millions apporté par des tiers. En 2018, 34 % des projets approuvés étaient destinés aux pays des Groupes C et D, 40 % aux pays des Groupes A et B, et 26 % étaient des projets régionaux.

Dons et coopération technique non remboursable

En 2018, la Banque gérait 66 fonds au titre des opérations de don et de financement des prêts, dont six programmes de développement stratégique financés par le Capital ordinaire, 45 fonds fiduciaires bilatéraux ou multidonateurs, 14 fonds intermédiaires financiers et un fonds patrimonial (le Fonds d'entreprenariat social).

Le niveau total des ressources gérées par la Banque en 2018 s'élevait à 824 millions de dollars. À la fin de l'année, le portefeuille actif de financement des dons comptait 1 570 opérations pour un montant approuvé de 2 milliards de dollars.

HAÏTI

Un vaste programme a été mis en place afin d'aider le gouvernement haïtien à restructurer le système d'éducation en améliorant la qualité de l'infrastructure scolaire et en augmentant le volume des dons affectés aux frais de scolarité. Photo : Pablo Linde.

Cofinancement et mobilisation des ressources

En 2018, conformément au plan d'action d'Addis-Abeba, la mobilisation de ressources financières est devenue une priorité encore plus importante pour le Groupe BID.

La Banque a créé, au sein de son bureau des partenariats stratégiques, une unité de mobilisation des ressources en charge de diriger la conception et l'exploration d'instruments financiers innovants, dont le financement mixte, les obligations à impact social, les garanties et le financement vert.

Au cours de l'année, la Banque a scellé de nouveaux accords ou réaffirmé ses alliances avec divers partenaires tels que la Banque de Tokyo-Mitsubishi UFJ Ltd., la Banque européenne d'investissement, les gouvernements allemand, canadien, danois, français et israélien, l'Institut de crédit officiel espagnol, la Société néerlandaise de financement du développement et le partenariat *Sanitation and Water for All*.

La création d'une initiative régionale pour l'éradication du paludisme, en collaboration avec la Fondation Bill and Melinda Gates, la Fondation Carlos Slim et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, a été une étape importante de notre travail avec d'autres organisations. Cette initiative vise à éradiquer le paludisme en République dominicaine et dans sept pays d'Amérique centrale. Des fonds supplémentaires d'un montant de 100 millions de dollars seront affectés au financement, qui totalise aujourd'hui 88,6 millions de dollars.

Mobilisation des ressources. À la fin de 2018, le montant total des ressources mobilisées par le Bureau des partenariats stratégiques s'élevait à 2,98 milliards de dollars. Ce total impliquait 140 transactions et le soutien de 94 partenaires actifs. Sur ce total, 226 millions de dollars ont été engagés par le biais d'instruments non remboursables, contre 2,757 milliards par le biais d'instruments remboursables.

TABLEAU I. Approbations et décaissements annuels (2018) et cumulés (1961–2018)[a,b] (en millions de dollars des États-Unis)

	Coût total des projets		Approbations[d]					Décaissements				
	Montant total[e]		Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fonds d'administration[c]	Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fonds d'administration[c]
Pays	2018[f]	1961–2018	2018	1961–2018	1961–2018	1961–2018[g]	1961–2018	2018	1961–2018	1961–2018	1961–2018[g]	1961–2018
Argentine	$ 2 702,4	$ 69 695,7	$ 2 329,4	$ 41 392,7	$ 40 574,0	$ 644,8	$ 174,0	$ 1 739,1	$ 35 899,0	$ 35 183,2	$ 644,9	$ 71,0
Bahamas	30,0	1 245,6	30,0	880,5	878,4	—	2,1	16,1	680,4	678,3	—	2,0
Barbade	100,0	1 322,1	100,0	900,0	815,6	42,8	41,5	123,2	777,9	709,7	38,9	29,3
Belize	7,0	335,2	7,0	256,3	256,3	—	—	14,1	204,7	204,7	—	—
Bolivie	624,6	10 607,6	624,6	7 817,7	4 802,8	2 910,1	104,8	383,1	6 256,0	3 462,1	2 712,9	81,0
Brésil	3 025,9	141 055,0	2 791,5	54 976,9	53 146,0	1 555,9	275,0	2 344,3	47 485,6	45 703,8	1 555,4	226,3
Chili	—	19 354,4	15,0	8 049,7	7 698,1	202,7	148,8	280,8	7 556,7	7 209,0	204,1	143,7
Colombie	1 164,0	40 179,3	1 271,4	24 928,6	23 871,1	746,8	310,6	1 282,8	23 004,6	22 052,6	753,5	198,5
Costa Rica	152,0	10 273,3	144,0	5 544,9	4 967,7	351,8	225,4	267,8	4 623,1	4 100,8	348,8	173,5
El Salvador	390,0	8 095,0	396,0	5 781,5	4 802,5	760,1	218,9	406,3	5 456,6	4 498,4	761,5	196,7
Équateur	701,7	16 261,5	1 169,6	11 357,0	10 058,7	949,8	348,6	597,1	10 115,2	8 889,0	943,5	282,7
Guatemala	—	7 410,8	186,4	5 983,6	5 168,8	744,7	70,1	201,9	5 475,7	4 667,9	739,2	68,6
Guyana	38,8	1 684,6	38,8	1 440,9	367,1	1 066,9	6,9	35,3	1 285,4	278,3	1 000,2	6,9
Haïti	483,0	3 301,2	423,5	3 375,3	7,0	1 105,7	2 262,7	112,7	2 576,7	7,0	1 107,2	1 462,5
Honduras	486,7	7 461,6	501,9	5 438,6	2 709,6	2 651,4	77,7	335,9	4 880,7	2 244,7	2 567,1	68,9
Jamaïque	122,0	5 684,8	140,0	4 287,5	3 900,9	163,8	222,8	174,0	3 915,5	3 539,7	166,6	209,1
Mexique	1 330,0	82 685,7	1 526,8	41 340,6	40 315,6	559,0	465,9	1 267,2	37 177,8	36 313,3	559,0	305,6
Nicaragua	—	6 398,5	13,5	4 643,1	1 675,3	2 843,3	124,5	101,8	4 050,2	1 290,0	2 673,2	87,0
Panama	688,2	17 395,4	734,5	7 517,3	7 103,7	280,0	133,5	496,6	6 402,8	6 033,4	283,9	85,5
Paraguay	766,3	7 625,4	735,4	5 570,8	4 780,9	690,4	99,5	257,6	3 673,5	2 981,4	646,4	45,7
Pérou	675,3	37 471,6	489,3	13 352,2	12 664,8	418,1	269,2	119,3	11 044,3	10 394,1	427,9	222,4
République dominicaine	795,0	10 338,7	795,0	7 693,9	6 896,4	710,9	86,6	343,7	6 424,1	5 626,5	711,0	86,6
Suriname	50,0	962,8	50,0	805,6	749,2	6,4	50,0	23,9	652,1	595,7	6,4	50,0
Trinité-et-Tobago	—	2 793,7	29,4	2 059,4	2 003,7	30,6	25,2	91,9	1 878,1	1 822,3	30,6	25,2
Uruguay	229,1	11 681,8	189,2	8 708,0	8 316,4	104,1	287,5	464,3	7 158,9	6 789,8	103,8	265,3
Venezuela	—	19 643,0	—	6 824,6	6 650,3	101,4	72,9	—	6 409,4	6 235,2	101,4	72,9
Région	190,0	26 116,3	447,0	5 406,4	4 955,2	229,3	221,9	113,7	3 957,2	3 699,7	229,8	27,8
TOTAL	**$14 752,2**	**$ 567 080,7**	**$15 179,2**	**$286 333,3**	**$260 136,0**	**$19 870,7**	**$6 326,7**	**$11 594,2**	**$249 022,1**	**$225 210,4**	**$ 19 317,1**	**$4 494,6**

[a] Montants cumulés après annulations et ajustements de change. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[b] Inclut les prêts sans garantie souveraine, nets des participations, et les garanties, le cas échéant.
[c] Inclut les prêts et financements du Mécanisme de don de la BID.
[d] N'inclut pas les lignes de crédit approuvées et les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial (Trade Finance Facilitation Program).
[e] N'inclut pas les lignes de crédit préventives pour les projets de développement durable.
[f] Seulement les projets à garantie souveraine. N'inclut pas l'appropbation des prêts conditionnels pour catastrophes naturelles approuvés.
[g] Au 1er janvier 2017, tous les actifs et passifs du FOS avaient été transférés vers le Capital ordinaire. Le FOS demeure un compte distinct, mais sans actifs ou opérations.

TABLEAU II. Cinq ans d'opérations, 2014–2018

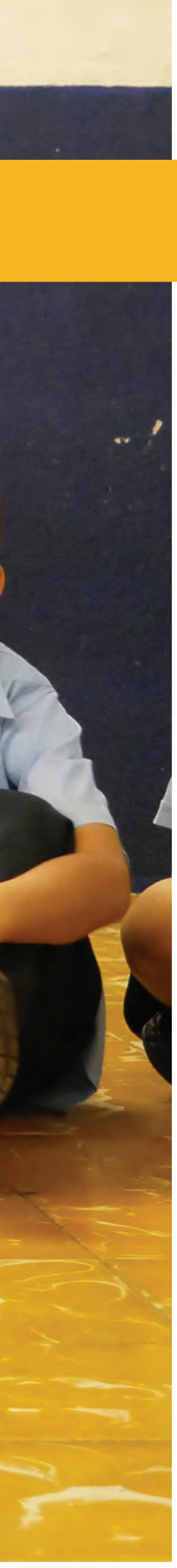
(en millions de dollars des États-Unis)

	2014	2015	2016	2017	2018
CAPITAL					
Souscriptions (fin d'exercice)					
Capital ordinaire[a]	144 174	156 864	170 916	170 934	170 934
Fonds des opérations spéciales[a]	10 204	10 231	10 232	—	—
Autres fonds[b]	6 200	6 621	6 639	7 143	7 468
Total	**160 578**	**173 716**	**187 787**	**178 077**	**178 402**
EMPRUNTS[c]					
Encours (fin d'exercice)	74 938	77 657	79 298	87 048	88 926
Emprunts annuels bruts	20 928	18 789	15 584	18 868	19 524
OPÉRATIONS					
Prêts et garanties approuvés (cumulés)[d]					
Capital ordinaire[e]	218 784	226 930	235 229	246 762	260 136
Fonds des opérations spéciales[j]	19 558	19 571	19 781	20 030	19 871
Autres fonds[i]	2 866	3 229	3 384	3 666	4 070
Total	**241 208**	**249 730**	**258 394**	**270 458**	**284 077**
Prêts et garanties approuvés (annuels)[f]					
Capital ordinaire[e]	12 652	10 404	10 803	13 003	14 250
Fonds des opérations spéciales[j]	300	282	247	—	—
Autres fonds[i]	677	388	275	347	506
Total	**13 629**	**11 074**	**11 325**	**13 350**	**14 756**
Décaissements des prêts (annuels)[f]					
Capital ordinaire[e]	9 423	9 719	9 600	10 250	11 304
Fonds des opérations spéciales[j]	301	310	190	—	—
Autres fonds[i]	238	182	162	329	178
Total	**9 962**	**10 211**	**9 952**	**10 579**	**11 482**
Remboursements des prêts (annuels)[f]					
Capital ordinaire[e]	5 213	5 132	6 023	7 748	6 828
Fonds des opérations spéciales[j]	187	184	184	—	—
Autres fonds	8	8	45	46	78
Total	**5 408**	**5 324**	**6 252**	**7 794**	**6 906**
Encours des prêts					
Capital ordinaire	74 585	78 745	81 952	89 082	93 377
Fonds des opérations spéciales[j]	4 418	4 502	4 510	—	—
Autres fonds	534	698	806	1 096	1 185
Total	**79 537**	**83 945**	**87 268**	**90 178**	**94 562**
Financements de dons approuvés (annuels)[g]					
Capital ordinaire	123	112	102	113	117
Fonds des opérations spéciales[j]	—	—	—	—	—
Mécanisme de don de la BID	214	190	20	128	424
Autres fonds	374	200	181	193	263
Total	**711**	**502**	**303**	**434**	**804**
Fonds multilatéral d'investissement					
Opérations approuvées (annuelles)[h]	**94**	**90**	**86**	**85**	**66**
ADMINISTRATION					
Frais administratifs					
Total – Fonds de la banque[k]	**688**	**791**	**696**	**736**	**844**

[a] Net des souscriptions au capital à recevoir d'un montant de 6 millions de dollars (6 millions en 2017 ; 24 millions pour l'ORC et 10 millions pour le FOS en 2016). À compter du 1er janvier 2017, tous les actifs et passifs du FOS ont été transférés vers l'ORC.
[b] Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. N'inclut pas les fonds dissous.
[c] Encours des emprunts à moyen et long terme nets des primes non amorties (avant swaps et ajustements par référence au marché). Emprunts bruts annuels à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.
[d] Nets des annulations. Inclut les ajustements de change.
[e] Net des participations aux prêts sans garantie souveraine.
[f] Basé sur les montants initiaux équivalents en dollars des États-Unis.
[g] Inclut le financement du Programme d'entreprenariat social (Social Entrepreneurship Program), la coopération technique, les programmes spéciaux, les projets spécifiques et autres dons. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.
[h] Inclut la coopération technique, les prêts et les placements en actions, ainsi que les augmentations d'opérations déjà existantes.
[i] N'inclut pas le Mécanisme de don de la BID.
[j] En septembre 2016, l'Assemblée des gouverneurs de la Banque a approuvé une proposition de transfert des actifs nets du FOS vers le Capital ordinaire à compter du 1er janvier 2017, dans le cadre de la proposition de fournir une assistance concessionnelle en optimisant le bilan de la Banque.
[k] Au 1er janvier 2018, la Banque a adopté une nouvelle norme de comptabilité (ASU) exigeant que les autres éléments des coûts nets des prestations de retraite soient présentés séparément de l'élément coût des services et en dehors du revenu d'exploitation. Les montants connexes des exercices précédents ont été ajustés pour être conformes à la présentation de 2018.

COSTA RICA

À l'appui d'une récente réforme des curriculums mathématiques, ce projet propose de développer et de tester sur le terrain un programme technologique visant à améliorer l'apprentissage de l'arithmétique avant l'école primaire. Photo : Kyung-Ae Susie Lim.



Faits saillants par secteur

2

Création du secteur Connaissance, Innovation et Communication

Dans un monde où les technologies évoluent à un rythme vertigineux, où l'on a librement accès à une surabondance d'informations et où la connectivité est omniprésente, la réussite des organisations dépend de leur capacité à créer un savoir spécialisé sur lequel elles s'appuient pour développer des solutions innovantes aux problématiques chroniques. Ces organisations savent aussi communiquer à propos de ces solutions de manière à répondre aux besoins spécifiques d'individus et groupes variés.

Les entreprises et les organisations qui se démarquent dans ce domaine, au nombre desquelles on peut citer Google, Salesforce, ou encore Samsung et le Forum économique mondial, sont aujourd'hui parmi les plus influentes de notre époque. Pour tirer parti des connaissances, des innovations et de la communication, elles utilisent des outils et des méthodes qui ont transformé des secteurs d'activité tout entiers au cours des dernières années, tout en présageant de considérables changements à venir dans le domaine du financement du développement.

Or, si un grand nombre de ces organisations affirment que ces caractéristiques font partie intégrante de leur proposition de valeur, la plupart ne sont pas encore en mesure de gérer les processus liés à ces activités d'une manière qui produise efficacement de meilleurs résultats. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'administration a créé, le 21 mai 2018, le secteur Connaissance, Innovation et Communication (*Knowledge, Innovation and Communication, KIC*) afin d'intégrer et d'optimiser le travail réalisé par le Bureau des relations externes, le secteur des connaissances et de l'apprentissage (*Knowledge and Learning, KNL*) et l'initiative d'économie numérique (*Digital Economy Initiative, DEI*).

Le secteur KIC aidera le Groupe BID à identifier, créer, appliquer et diffuser des connaissances de grande qualité. Il s'attachera à développer les compétences et le savoir-faire techniques de son personnel et à promouvoir une culture d'innovation en interne. Il œuvrera également à accroître la taille et l'étendue du public qui consomme les produits de la connaissance de la Banque, renforçant ainsi son image de marque institutionnelle.

Grâce à la consolidation de ces activités, le secteur KIC est en mesure de proposer une suite intégrée de services aux membres du Groupe BID, éliminant ainsi les répétitions et garantissant l'utilisation d'un ensemble cohérent de statistiques pour mesurer les résultats. Cela permet également au Groupe BID de s'appuyer sur ses canaux numériques pour proposer des contenus et des formations segmentés, adaptés à des publics diversifiés, et pour anticiper leurs besoins en leur permettant de répondre à des enquêtes et de fournir un retour continu.

Secteur des institutions pour le développement (IFD)

En 2018, l'IFD a souligné les efforts mis en œuvre pour réaliser le potentiel de l'économie numérique et pour créer des institutions plus efficaces et efficientes. Grâce à une série de mesures mises en œuvre dans l'ensemble des secteurs, l'IFD a contribué à créer les moyens d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de renforcer le contexte propice au développement des entreprises en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Dans le domaine de *l'innovation dans les services aux citoyens*, nos actions ont aidé les gouvernements à améliorer la qualité et la prestation des services publics, à accroître la transparence et l'intégrité publique, et à renforcer la sécurité du public et l'accessibilité des services publics en ligne. Dans le domaine des données et de l'administration numérique, notre portefeuille s'est non seulement enrichi, mais nous avons également introduit d'importantes innovations thématiques et opérationnelles. La cybersécurité est devenue une composante encore plus essentielle dans la conception de projets liés au plan d'action numérique et nous avons intensifié nos efforts pour simplifier les formalités administratives et alléger la bureaucratie.

En réponse à la demande des citoyens pour un accès plus étendu à l'information concernant leurs gouvernements, l'IFD a continué à aider les pays à accroître la transparence dans les affaires publiques. Dans le domaine de la sécurité des citoyens et de la justice, nous avons concentré notre action sur : i) la modernisation des forces de police par la professionnalisation accrue du métier, notamment grâce à l'intégration de la technologie et d'outils numériques ; (ii) la collecte de données par le biais d'enquêtes sur la violence dans les familles et les prisons, ainsi que l'analyse Big Data pour la prévention de la criminalité urbaine ; et (iii) la création et la diffusion de connaissances.

Dans le domaine de la *gestion fiscale*, nous avons porté nos efforts sur le renforcement des finances publiques aux niveaux nationaux et infranationaux, sur la fourniture de conseils techniques en matière de politique fiscale, d'administration des recettes et de qualité des dépenses publiques. Parmi les principales activités mises en œuvre, les programmes visaient à : (i) renforcer et augmenter les recettes fiscales et les cotisations sociales ; (ii) intensifier les investissements dans les secteurs public et privé afin de stimuler la croissance économique ; (iii) améliorer la gestion de la dette et de la responsabilité civile, y compris les situations d'urgence ; (iv) financer les programmes sociaux qui favorisent la croissance inclusive par le biais de divers instruments financiers et autres ; et (v) améliorer l'efficience et l'efficacité des dépenses publiques (tant au niveau national que municipal).

Ces initiatives étaient notamment axées sur l'utilisation de la numérisation pour proposer des solutions encourageant la collecte de taxes sur la valeur ajoutée par le recours à la facturation électronique ou à des outils d'analyse des bases de données de contribuables. Entretemps, afin d'améliorer les contrôles fiscaux et de promouvoir l'échange d'informations au niveau régional, l'IDF a équipé les fonctionnaires du fisc des outils les plus récents en matière de transparence fiscale.

Dans les domaines de la *connectivité, des marchés et de la finance*, nous nous sommes attachés à aider les pays qui développent des instruments

BOLIVIE

Le programme d'électrification rurale améliore la qualité de vie des foyers ayant un accès limité, voire inexistant, aux services d'électricité. Photo : Max Berbetty.

financiers innovants visant à optimiser l'influence du secteur privé dans le financement des projets liés à l'infrastructure productive et au changement climatique. Nos efforts ont également porté sur l'aide à la conception de programmes visant à combler le fossé numérique. De plus, nous avons conçu des garanties et des opérations de financement public-privé innovantes par le biais de véhicules financiers, tels que les lignes de crédit destinées aux investissements dans l'efficacité énergétique. Grâce aux ressources concessionnelles issues du Fonds vert pour le climat, nous avons encouragé les banques de développement nationales à stimuler la création de marchés et à tirer parti de capitaux privés et de la concurrence par le biais d'intermédiaires financiers locaux et de fournisseurs de technologies vertes.

Dans les domaines de la *connectivité, de la technologie et de l'innovation*, nous avons aidé les pays à intensifier leurs efforts de numérisation et d'inclusion de propositions régionales, notamment en matière de modélisation des informations sur le bâtiment, visant à améliorer la numérisation. Nous avons également aidé les universités à ouvrir des centres de transfert technologique. En Colombie, avec l'aide de Ruta N, l'agence pour l'innovation de la ville de Medellin, nous avons contribué au développement d'activités commerciales perturbatrices fondées sur des données scientifiques et formé un certain nombre d'étudiants pour les préparer à l'ère du numérique. Nous avons également continué de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), de consolider les politiques publiques innovantes et de développer les secteurs d'activité créatifs, les écosystèmes dédiés à l'innovation et les plateformes d'innovation sociale.

Secteur de l'infrastructure et de l'énergie (INE)

En 2018, la Banque a continué de soutenir les initiatives et projets d'infrastructure qui contribuent à combler le fossé en matière de prestation de services de base et à soutenir l'intégration des pays de la région.

Dans le domaine des infrastructures *énergétiques*, la Banque a consenti des prêts au Mexique,

à la République dominicaine, au Guyana et en Bolivie, afin de soutenir les secteurs d'électricité durable. La Banque a utilisé des prêts d'investissement pour soutenir la modernisation des systèmes de transmission et du réseau de distribution électrique en Équateur, ainsi que la mise à niveau d'une centrale hydroélectrique au Paraguay.

Dans le domaine des *transports*, nous avons consacré d'importantes ressources à deux des plus grands projets de transport urbain de la région : la construction des premières lignes de métro de Quito et de Bogotá. Nous avons également utilisé les prêts consentis dans le cadre de programmes pour aiguillonner les réformes logistiques au Panama et au Honduras.

Dans le domaine de l'*eau et de l'assainissement*, nous avons approuvé le financement du nettoyage du fleuve Tieté à São Paulo, au Brésil, de l'amélioration du réseau d'eau et d'assainissement des zones urbaines en Bolivie et de la mise à niveau du réseau d'égouts à Ciudad del Plata, en Uruguay. En Haïti, nous avons financé deux projets d'infrastructure d'eau potable et de gestion des déchets solides, axés sur la gestion des infrastructures durables.

Dans le domaine des *projets multisectoriels*, nous avons conçu une ligne de crédit destinée à la BNDES, la banque nationale de développement du Brésil, pour lui permettre d'investir dans des projets d'éclairage public innovants, de réduire les pertes physiques et commerciales en eau et d'améliorer l'état des voiries dans les petites et moyennes villes.

Nous avons également poursuivi nos efforts dans les projets *d'intégration régionale*, notamment en consentant un prêt au Honduras en vue du renforcement de ses branchements électriques vers d'autres pays d'Amérique centrale, ainsi qu'un prêt conjoint à l'Argentine et à l'Uruguay destiné à la modernisation de la centrale hydroélectrique binationale de Salto Grande, et en soutenant les projets d'intégration entre l'Argentine et le Chili via le poste frontière de Cristo Redentor.

L'*initiative de l'industrie extractive*, créée en 2017, a répondu aux appels à l'aide de quasiment chaque pays de la région. Parmi les exemples notables, il convient de citer le soutien au développement territorial lié à l'exploitation minière dans la région de la Patagonie, en Argentine, l'aide à la conception et à la mise en œuvre d'un cadre institutionnel pour la production de gaz et de pétrole au Guyana, ainsi que l'aide technique apportée à la conception et à la mise en œuvre de droits d'exploration et de production d'hydrocarbures au Panama.

Conformément à l'engagement de la Banque à promouvoir la *durabilité* à travers ses projets, 76 % des projets d'infrastructure comportaient des composantes ou des activités liées à l'égalité des sexes et à la diversité, tandis que 40 % de ses opérations faisaient appel à des financements dédiés au climat (dont 70 % environ consacrés à l'atténuation, l'adaptation, ou les deux).

Secteur des changements climatiques et du développement durable (CSD)

À la fin de l'année 2018, près de 27 % du portefeuille de financement total du Groupe BID était considéré comme étant consacré à la lutte contre le changement climatique, soit une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. Cela découle en partie d'un programme de renforcement des capacités étendu à nos agences et de l'intégration des aspects climatiques dans les enjeux de développement national à la Barbade, au Brésil, au Mexique, au Salvador, au Panama et en Uruguay ; dans les stratégies nationales des Bahamas, du Chili, de l'Équateur, du Honduras, du Nicaragua, du Paraguay et de la Barbade ; ainsi que dans les politiques sectorielles et les documents cadres pour les secteurs de l'égalité des sexes et de la diversité, l'environnement et la biodiversité, et la sécurité alimentaire.

Parmi les réalisations notables du secteur CSD en 2018, il convient de noter le lancement d'un

COLOMBIE

BID LAB a consenti un don à l'appui de l'expansion d'*Opportunity International*, un organisme sans but lucratif consacré à la prestation d'un éventail diversifié de services financiers et de formations en gestion d'entreprise auprès d'entrepreneurs à faible revenu, à l'instar de ce boulanger de Barranquilla. Photo : Lina Guzman.

laboratoire dédié au capital naturel, où les gouvernements et les entreprises collaboreront à l'incubation de concepts susceptibles de produire des avancées dans le domaine du financement de projets de conservation, de préservation de la biodiversité et de protection des écosystèmes marins. Ce laboratoire vise à attirer les entités publiques et privées œuvrant à l'élaboration d'approches à haut risque et à haut rendement pour la protection et la préservation du capital naturel. Les projets couronnés de succès pourront ensuite être mis en œuvre à plus grande échelle et reproduits à l'aide de sources de financement diverses. La France a annoncé son intention de contribuer au financement de la première série de projets à hauteur de 25 millions d'euros. La BID sollicitera la contribution d'autres donateurs pour assurer la mise en œuvre d'au moins cinq projets à l'horizon 2020.

De plus, nous avons préparé et publié une définition de l'infrastructure durable pour le Groupe BID, ainsi que des axes prioritaires en ce qui concerne son application dans la région. Nous l'avons appliqué dans le cadre des programmes pilotes sur les infrastructures durables. Nous avons travaillé avec le Pérou et le Chili en vue d'établir un cadre destiné à l'émission d'obligations souveraines vertes. Nous avons approuvé six accords de coopération technique axés sur la réalisation de projets d'infrastructure durable par le biais de la plateforme NDC Invest, qui aide les pays à accéder aux ressources nécessaires pour convertir leurs engagements nationaux en matière climatique en plans d'investissement concrets et en projets finançables. En outre, nous avons soutenu deux projets d'IDB Invest par le biais de *Proadapt*, un outil qui permet d'évaluer le risque climatique présent dans les portefeuilles des institutions financières d'Amérique centrale. Nous avons également travaillé au développement de différentes structures d'obligations municipales afin de financer les plans d'action climatique dans les villes.

PÉROU

Un prêt de 100 millions de dollars permettra à la compagnie de l'eau et de l'assainissement de Lima d'étendre ses services à plusieurs quartiers à faible revenu et d'accroître ses capacités de traitement des eaux usées. Photo : Yael Rojas.

Par ailleurs, nous avons créé une stratégie globale de développement urbain visant à l'amélioration de l'habitat dans les zones vulnérables, à la construction ou à l'amélioration des logements sociaux pour les familles à faible revenu, ainsi qu'à la restauration et la protection des biens culturels et des zones présentant une valeur historique ou culturelle.

Secteur social (SCL)

En 2018, SCL a soutenu un programme d'innovation dont la priorité demeure l'investissement dans le capital humain. Deux opérations se démarquent du fait des progrès substantiels réalisés dans les domaines de l'égalité des sexes, de la diversité et de l'inclusion. En Argentine, nous avons approuvé le premier prêt au monde visant exclusivement à s'appuyer sur les politiques publiques pour réduire les disparités entre les hommes et les femmes. En Équateur, nous avons approuvé le premier prêt visant à réformer et financer les politiques ayant pour vocation d'améliorer l'inclusion et d'intensifier l'attention portée aux personnes handicapées et autres groupes vulnérables. Ces deux opérations feront jurisprudence en montrant comment plusieurs secteurs peuvent travailler de concert à améliorer la diversité et l'égalité entre les sexes, tant à l'intérieur des gouvernements qu'au sein de la Banque.

Cette optique d'innovation est aujourd'hui au cœur de la démarche d'élaboration d'un plan de transformation numérique et de gestion éthique de la technologie intégrée dans plusieurs prêts et dons, ainsi que dans la production de connaissances tirées de ces opérations. Cela nous a permis d'étendre notre soutien aux pays cherchant à améliorer l'accès aux nouvelles technologies et aux connaissances nécessaires pour moderniser les services sociaux exigés par une population de plus en plus technophile à l'ère de la quatrième révolution industrielle.

En 2018, nous avons approuvé 69 opérations portant principalement sur quatre domaines : (i) le développement et l'interopérabilité des plateformes publiques numériques ; (ii) la promotion de l'inclusion productive des personnes handicapées ; (iii) l'intégration des concepts et applications des

sciences comportementales dans le secteur social ; (iv) l'utilisation des technologies existantes pour améliorer l'efficience et la qualité de la prestation des services sociaux.

La part des prêts approuvés stratégiquement alignés aux thématiques liées à l'égalité des sexes était de 58 % au début d'octobre 2018, surpassant notre objectif institutionnel de 40 %. Les projets mis en œuvre dans ce domaine étaient consacrés notamment à la lutte contre les violences faites aux femmes, à l'aménagement d'espaces urbains adaptés aux différents besoins des populations, à l'autonomisation économique des femmes, à la santé maternelle et à la grossesse précoce.

Secteur du commerce et de l'intégration (INT)

En 2018, INT a intensifié son action en faveur de l'innovation tant à travers les opérations mises en œuvre que par les recherches menées, ainsi que dans la promotion de la participation du secteur privé dans l'intégration régionale. Nous avons entamé un dialogue productif avec les gouvernements et d'autres clients externes dans la région en vue de renforcer nos liens et de concevoir des opérations à la pointe de la technologie. Par exemple, nous avons contribué à la conception d'un guichet électronique unique pour l'approbation des investissements au Costa Rica. Nous avons aidé à créer une plateforme de commerce numérique en Amérique centrale, qui permettra l'interopérabilité de guichets uniques à travers la région. Dans les pays du Cône Sud, nous avons soutenu l'intégration entre l'Argentine et l'Uruguay en prêtant assistance aux secteurs de la production et du tourisme dans la région environnante de Salto Grande. Nous avons également aidé l'Uruguay à intensifier son rôle de prestataire mondial de services fondés sur la connaissance.

Dans le domaine de la recherche, INT a mené à bien un solide programme visant à faciliter et à renforcer les opportunités commerciales. Nous avons facilité des études analytiques sur le commerce, l'intégration régionale et l'impact des nouvelles technologies. En complément de ces activités de recherche et opérationnelles, nous avons continué de soutenir une série d'initiatives et d'alliances stratégiques visant à consolider l'intégration régionale, en apportant notamment un soutien technique et institutionnel à destination de l'Alliance du Pacifique et à travers l'initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud. Nous avons également renforcé nos liens de coopération stratégique avec diverses institutions telles que l'Organisation mondiale des douanes et l'Organisation mondiale du commerce.

Afin de promouvoir la participation du secteur privé dans l'intégration économique régionale, nous avons organisé des forums économiques de haut niveau sur les thèmes du commerce et de l'investissement, ainsi que des événements visant à promouvoir les exportations, à attirer les investissements et à favoriser la croissance des PME à l'international. L'un des moments phares de l'année 2018, le troisième sommet des PDG des Amériques qui s'est tenu à Lima, au Pérou, a attiré plus de 1 000 dirigeants des plus grandes entreprises de la région, 12 chefs d'état et de gouvernement, les délégations officielles de 24 pays et les représentants de 11 organismes internationaux.

Nous avons également continué de soutenir ConnectAmericas, une plateforme numérique de réseautage social qui aide les entreprises, en particulier les PME, à se développer à l'international. À la fin de 2018, la plateforme comptait plus de 220 000 entreprises adhérentes et plus de 3,4 millions d'utilisateurs uniques provenant de 220 pays et territoires. Plus de 3 000 annonces d'achat ont été gérées et diffusées via ConnectAmericas. La plateforme a également permis la mise en œuvre de différents types de prêts bancaires, en particulier, grâce à l'exploration de données lors des phases de conception et de préparation. Elle a aussi été utilisée pour la conception et la tenue d'enquêtes, l'application d'outils d'analyse et la création de visualisations permettant d'établir des corrélations

entre les points de données. Face au succès de ConnectAmericas, la Commission européenne et la Banque africaine de développement ont lancé leur propre plateforme, respectivement RedAInvest.com et AIFPlatform, les deux étant interconnectées avec ConnectAmericas.

Activités intersectorielles

Partenariats public-privé. Le guichet unique PPP a fourni une assistance technique afin d'assurer la bonne mise en œuvre de partenariats public-privé en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay, en Colombie, en Équateur, au Pérou, au Costa Rica, au Honduras, à Trinité-et-Tobago, ainsi que dans divers secteurs, notamment des transports, de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement, de la santé et de l'éducation. À la fin de l'année 2018, nous soutenions la préparation de 14 projets PPP. Le Fonds mondial pour l'infrastructure a intensifié son aide au financement et à la procédure de diligence raisonnable pour le projet hydroélectrique de Cardenillo en Équateur. De plus, la Banque a finalisé neuf profils PPP nationaux, qui s'attachent à analyser le cadre réglementaire et la capacité institutionnelle des pays à mettre en œuvre des projets PPP. Les départements régionaux de la Banque ont été formés à l'évaluation des projets PPP et nous avons commencé à développer la version 3.0 de nos cours en ligne ouverts et massifs (CLOM) sur les PPP. L'équipe PPP a reçu le soutien du gouvernement japonais, par le biais de son initiative pour une infrastructure de qualité, qui a contribué à hauteur de 5 millions de dollars au financement de la préparation de projets PPP. Le premier est un projet d'efficacité énergétique de l'éclairage public à Nova Lima, dans l'état brésilien de Minas Gerais, dont l'exécution sera menée conjointement par la BID et Caixa Economica Federal, un établissement de prêt public. Après avoir fourni une assistance technique à la structuration des premiers contrats PPP en Argentine pour six projets de corridors routiers, lesquels ont reçu les offres de 32 consortiums, le gouvernement argentin a demandé l'assistance de la BID pour l'examen du protocole de transparence et d'intégrité relatif au financement des consortiums ayant remporté les appels d'offres. L'équipe PPP a également fourni une assistance technique pour intégrer les bonnes pratiques et les normes de transparence internationales au protocole qui sera appliqué aux contrats de financement des projets.

Intégration énergétique. La Banque a continué de soutenir la consolidation du marché régional de l'électricité (Regional Electricity Market, REM) dans les pays de l'isthme centraméricain, ainsi que son intégration énergétique au Mexique et la diversification de la matrice énergétique régionale. Les échanges énergétiques régionaux n'ont cessé de s'intensifier, pour passer de 2 457 GWh en 2017 à 2 656 GWh au troisième trimestre 2018. En avril, la Banque a organisé une réunion de haut niveau avec les ministres de l'énergie de la région, le gouvernement mexicain et le gouvernement des États-Unis, afin d'aider à renforcer le marché REM et l'infrastructure du système d'intégration électrique centraméricain (SIEPAC). Nous avons fait des progrès sur de nombreuses études techniques connexes et fourni des éléments techniques afin de renforcer les interconnexions du Mexique et du SIEPAC avec la proposition de conception générale du marché de l'électricité du Mexique, du Guatemala et le REM. La Banque a également approuvé de nouveaux financements en faveur du Honduras, y compris des investissements dans son action visant à renforcer ses liens avec le SIEPAC. Enfin, nous continuerons de soutenir un plan de diversification de la matrice énergétique régionale, ainsi que les projets d'introduction du gaz naturel dans la région.

Facilitation du commerce. La Banque a continué de soutenir la mise en œuvre de la stratégie centraméricaine pour la facilitation et la compétitivité du commerce, en mettant l'accent sur la gestion coordonnée des frontières (GCF). Nous avons

BELIZE

Grâce au programme de tourisme durable mis en place dans ce pays anglophone, le nombre de visiteurs séjournant au moins une nuit a considérablement augmenté dans plusieurs destinations clés, donnant à la principale activité économique du pays une impulsion bien nécessaire. Photo : Juan Carlos Espinoza.

approuvé le programme d'intégration frontalière du Panama, dont l'objectif est de moderniser les infrastructures et les équipements et d'optimiser les processus de contrôle fiscal et parafiscal. De plus, nous avons lancé la deuxième phase de la plateforme de commerce numérique centraméricaine, avec le soutien financier de l'Union européenne (8 millions d'euros). Cette plateforme vient compléter les investissements réalisés pour moderniser les infrastructures, les équipements et les systèmes frontaliers dans chaque pays, ce qui garantit l'interopérabilité des contrôles et facilite les processus de commerce international. Enfin, nous avons approuvé des ressources de coopération technique ayant pour vocation d'identifier les possibilités d'investissement dans les infrastructures, les équipements et les logiciels visant à améliorer la connectivité transfrontalière dans la région.

Télécommunications. La Banque a continué de soutenir le développement du plan économique et de la stratégie commerciale de REDCA (l'opérateur du réseau régional à fibres optiques), sous l'égide du projet Méso-Amérique. Nous avons également réalisé certaines études faisant intervenir l'interconnexion des pays de l'isthme centraméricain avec le Mexique et la Colombie. Par ailleurs, la BID a continué d'accompagner le travail de mise à jour du plan d'action numérique méso-américain, ce qui passe notamment par la définition de procédures, de priorités, de projets et d'actions stratégiques qui donneront lieu à un plan de travail pour 2019. De plus, en tant qu'organisme d'exécution de deux activités de coopération technique du Fonds coréen pour la technologie et l'innovation au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en République dominicaine, la Banque a poursuivi ses progrès dans la conception de feuilles de route et de plans d'action pour la transition des technologies analogiques vers le numérique.

Santé. En 2018, dans le cadre de l'initiative méso-américaine sur la santé, nous avons accompli d'importants progrès dans la réduction des disparités en matière de couverture santé et de qualité des soins pour le quintile le plus pauvre de la population

méso-américaine. Nous avons réalisé des évaluations de la deuxième opération menée dans le cadre de l'initiative dans sept des huit pays participants et avons décaissé des ressources au profit du Belize, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua, ce qui a produit d'excellents résultats. Nous avons également approuvé la troisième opération de cette initiative dans ces quatre pays. Entretemps, nous avons réalisé des progrès dans la préparation des projets à mener dans le cadre de l'initiative régionale pour l'élimination du paludisme en Méso-Amérique et en République dominicaine, avec des dons consentis au Belize, au Salvador, au Panama et à la République dominicaine. La BID continuera de fournir une assistance technique et opérationnelle à l'ensemble de ces pays, avec le concours de l'Organisation panaméricaine de la santé, du Conseil des ministres de la santé de l'Amérique centrale et de la République dominicaine, de la direction exécutive du projet Méso-Amérique, ainsi que de l'Initiative Clinton pour l'accès à la santé.

Gestion des risques de catastrophe naturelle. La Banque a collaboré avec le Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale et avec le Centre national mexicain pour la prévention des catastrophes afin de mettre à jour et de consolider la plateforme géospatiale du réseau méso-américain de gestion intégrée des risques. Cette plateforme permet d'améliorer l'échange d'informations, de cartographier les zones à risque, de définir les vulnérabilités et de renforcer les institutions nationales de protection civile. Nous avons aidé à renforcer le système d'information territorial, organisé des réunions nationales pour établir un diagnostic de chaque pays et élaboré une stratégie de communication régionale. Nous avons également contribué à l'installation d'un poste de surveillance au sein de l'institution centraméricaine, lequel sera géré par le biais de la plateforme régionale.

Triangle du Nord. La Banque a poursuivi son partenariat stratégique avec le Salvador, le Guatemala et le Honduras, en aidant ces pays à coordonner les actions mises en œuvre dans le cadre du Plan de l'Alliance pour la prospérité du Triangle du Nord, mais aussi à communiquer à propos de ces actions et à y donner suite. En 2018, nous avons établi un mécanisme visant à promouvoir les investissements public-privé dans les secteurs stratégiques ; nous avons mis en œuvre un programme de formation à l'intention des agents consulaires ; nous avons créé des produits de la connaissance qui aideront à l'élaboration de politiques publiques, et nous avons contribué à la mise en place d'un portail en ligne destiné à la diffusion d'informations au sujet du plan. La Banque est l'une des principales sources de financement pour les pays du Triangle du Nord. En octobre 2018, le portefeuille actif comptait 33 opérations de prêt pour un montant total approuvé de 2,4 milliards de dollars (avec un solde non décaissé d'environ 1,2 milliard de dollars) et 71 opérations de coopération technique non remboursables totalisant 59 millions de dollars. Afin de soutenir les pays dans leur planification stratégique, la Banque a présenté un portefeuille de propositions de projets nécessaires pour moderniser les corridors logistiques et pour renforcer l'intégration énergétique au niveau régional. Pour promouvoir la coordination entre les pays et encourager les initiatives communes, la Banque a organisé et financé une réunion de groupes techniques composés de représentants des trois pays. Cette réunion s'est tenue à Washington, à la veille de la 2e conférence sur la prospérité et la sécurité, lors de laquelle nous avons analysé les mesures que nous pouvons prendre pour renforcer les objectifs du plan. Nous avons également soutenu les pays dans la conception et la création d'un portail Web qui permettra de promouvoir le plan et d'en rapporter les progrès détaillés réalisés dans chaque pays.

Programme de financement et d'atténuation des risques pour les investissements stratégiques dans le Triangle du Nord. La Banque a approuvé un programme de financement visant à promouvoir les investissements publics et privés dans les infrastruc-

tures et les secteurs stratégiques, afin de stimuler la croissance économique et la création d'opportunités pour les habitants de ces trois pays du Triangle du Nord. Le programme prévoit un cadre opérationnel régional novateur offrant une flexibilité au niveau national. Il promeut les interventions multisectorielles, l'affectation efficace des ressources publiques et privées, ainsi que le cofinancement et la coordination avec d'autres banques multilatérales de développement, pays et donateurs. Le programme soutient également la création de fonds d'infrastructure ou d'autres mécanismes d'investissement au niveau national. Au niveau régional, le programme est complété par la plateforme du Plan de l'Alliance pour la prospérité du Triangle du Nord, laquelle facilitera l'allocation des fonds, la préparation des projets et la coordination régionale. Nous anticipons que ce programme mobilisera des ressources privées supplémentaires par la création de fonds et d'autres mécanismes d'investissement.

Transparence et intégrité. Ratifiant son engagement en faveur du plan d'action régionale pour la transparence et l'intégrité, la Banque a réuni un groupe d'experts internationaux afin d'analyser les tendances les plus récentes en matière de lutte contre la corruption et des mesures qui favorisent l'intégrité et la transparence. Le groupe a présenté un rapport qui a permis de poser les bases stratégiques des discussions à mener avec les pays concernant les politiques qui seront mises en place, ainsi que des mises à jour de la stratégie institutionnelles pour la période 2020–2023. Les experts ont reconnu que ces pays avaient réalisé des progrès importants ces dernières années, notamment en adoptant des mesures qui garantissent davantage d'intégrité et de transparence (en particulier, par l'adoption de normes internationales). Les experts conviennent toutefois que ces progrès sont insuffisants. Le rapport met en exergue une série de domaines d'action spécifiques potentiels, qui reposent principalement sur le droit d'accès à l'information et sur la nécessité d'appliquer des réformes visant à limiter le pouvoir discrétionnaire des agents de la fonction publique, par le biais de règles claires et par le recours aux technologies de l'information. Il suggère également que, étant donné l'arrêt récent des projets de travaux publics consécutif aux révélations d'affaires de corruption de grande ampleur, les gouvernements doivent poursuivre les réformes majeures qui sont les gages d'un environnement transparent pour les ressources d'investissement dans les infrastructures.

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars et plus),[a] 2018 (en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type	Montant
Argentine	Mécanisme flexible d'atténuation des risques. Programme de soutien au financement de l'infrastructure de production en Argentine.	FAC	490
	Programme de soutien au financement de l'infrastructure de production en Argentine	GCR	10
	Promotion des instruments d'atténuation des risques et financement des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique	GCR	100
	Programme de renforcement de la capacité de gestion de l'administration fédérale des recettes publiques	ESP	100
	Programme de stimulation de la croissance	PBP	300
	Phase deux du programme de développement des capacités et d'amélioration de la sécurité aux points de passage du poste frontière de Cristo Redentor	GOM	324
	Programme de soutien aux politiques favorisant l'égalité des sexes	PBP	200
	Programme de soutien à l'équité et l'efficacité du système de protection sociale en Argentine	PFM	900
Barbade	Programme d'urgence macroéconomique pour la protection des progrès économiques et sociaux	SDS	100
Bahamas	Transformation numérique des administrations pour renforcer la compétitivité	ESP	30
Belize	Financement supplémentaire du projet de réfection de la George Price Highway	ESP	7
Bolivie	Programme de soutien au préinvestissement pour le développement II	ESP	15
	Programme de gestion touristique du patrimoine culturel	GOM	26
	Programme d'assainissement et d'approvisionnement en eau des petites et moyennes villes	GOM	79
	Programme de consolidation du secteur de l'électricité	PBP	52
	Programme d'expansion de l'infrastructure électrique	ESP	78
	Programme de gestion complète de l'eau dans les zones urbaines	GOM	100
	Programme d'amélioration de l'accès aux services de santé maternelle et néonatale en Bolivie	GOM	275
Brésil	Projet de restructuration et de certification de la qualité des réseaux de soins de santé de São Paulo – Avança Saúde Sp	ESP	100
	Programme d'assainissement de la rivière Tietê, Phase IV	GOM	300
	Programme de modernisation et de renforcement des services de santé agricole et de sécurité alimentaire (Prodefesa)	LBR TCR	160 35
	Programme d'aménagement urbain et de sécurité des citoyens (Phase 1 du plan d'action durable Vitória)	ESP	100
	Programme d'amélioration de la gestion fiscale dans l'État de Pernambuco – Profisco Ii-Pe	ESP	37
	Programme d'investissement dans la gestion des infrastructures publiques pour l'efficacité municipale	GCR	600
	Programme d'amélioration de la gestion fiscale dans l'État de Mato Grosso Do Sul – Profisco Ii-Ms	ESP	48
	Programme public de soutien à l'aménagement urbain et aux améliorations des infrastructures municipales : Paraná Urbano Iii	ESP	118
	Promotion et innovation de l'accès au crédit multisectoriel à moyen et long terme destiné aux investissements productifs par les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME)	GCR	750
	Projet de modernisation de la gestion fiscale dans l'État de São Paulo – Profisco Ii Sp	ESP	87
	Modernisation et amélioration de la qualité des réseaux de services de santé à Belo Horizonte – Betterhealth-Bh	ESP	56
Colombie	Programme de consolidation de la réforme fiscale en Colombie II	PBP	600
	Programme d'amélioration de la connectivité et de la numérisation de l'économie	PBP	350
	Première ligne de métro de Bogotá – Premier tronçon	ESP	70
	Soutien au renforcement des capacités institutionnelles du Service du défenseur du peuple	ESP	18
Costa Rica	Programme du réseau routier cantonal II	GOM	144

(suite à la page suivante)

(suite)

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars et plus),[a] 2018 (en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type	Montant
Équateur	Programme de renforcement des capacités fiscales pour les investissements publics	ESP	50
	Programme de modernisation et de renouvellement du système électrique équatorien	GOM	100
	Renforcement des services de qualité pour le développement de la petite enfance	ESP	50
	Programme de soutien à l'inclusion sociale des personnes handicapées en Équateur	ESP	40
	Réformes des services sociaux pour promouvoir l'égalité des sexes et de traitement des personnes handicapées en Équateur	PBL	100
	Financement des logements sociaux en Équateur	GUA	300
Salvador	Renforcement fiscal pour la croissance inclusive	PBP	350
	Financement de l'efficacité énergétique dans les petites et moyennes entreprises	GCR	20
Guyana	Établissement d'un guichet électronique unique pour le commerce	ESP	6
	Diversification de la matrice énergétique et renforcement institutionnel du Département de l'énergie (EMISDE)	ESP	21
	Renforcement du secteur de l'énergie	PBL	12
Haïti	Connectivité des transports et des départements	GOM	225
	Gestion des déchets solides dans le nord d'Haïti	ESP	34
	Projet d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène dans les zones urbaines, périurbaines et rurales de la région du Grand Nord d'Haïti	GOM	125
	Système temporaire de protection sociale et compétences pour les jeunes	GOM	40
Honduras	Soutien du programme national de transmission de l'électricité	GOM	155
	Programme d'amélioration de la cohabitation des citoyens et des quartiers	GOM	60
	Programme de soutien des réformes de protection sociale	PBP	50
	Programme d'amélioration de la gestion et de la qualité des services de santé maternelle et néonatale	ESP	69
	Programme de réforme du secteur des transports et de la logistique du Honduras	PBP	90
	Renforcement global du réseau de soins d'urgence et de traumatologie de Tegucigalpa	ESP	54
Jamaïque	Programme de soutien aux systèmes de santé visant à renforcer la prévention des maladies non transmissibles et la gestion des soins	HIB	100
	Développement des compétences pour la prestation globale de services en Jamaïque	ESP	15
Mexique	Programme de soutien à la mise en œuvre et à la consolidation de la réforme de l'énergie	PBP	600
	Programme de consolidation de la réforme d'aménagement urbain et de gestion de l'affectation des sols	PBP	600
	Projet d'efficacité énergétique dans les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral	ESP	30
	Première opération au titre des lignes de crédit CCLIP pour le financement du réseau de télécommunications partagé	GCR	100
Pérou	Programme de soutien des réformes pour améliorer la productivité au Pérou	PBP	100
	Programme d'amélioration de la qualité et de la pertinence des services d'enseignement supérieur universitaire et technique au niveau national	ESP	75
	Programme de création de réseaux de santé intégrés	GOM	125
	Projets d'investissements forestiers au Pérou	ESP	17
	Amélioration des services de recouvrement des recettes fiscales et douanières via la transformation numérique	ESP	50
	Projet d'amélioration des services de contrôle pour un contrôle efficace, préventif et habilitant de la gestion publique	ESP	50
Panamá	Programme d'intégration de la logistique douanière	GOM	75
	Soutien au développement de la connectivité territoriale des régions centrales et occidentales du Panama	ESP	87
	Programme de création de bassins versants urbains résilients	ESP	100
	Soutien du programme de réforme du secteur des transports et de la logistique du Panama III	PBP	200
	Programme de transparence et d'équité des dépenses de protection sociale III	PBP	200
	Programme de soutien du développement productif grâce au capital humain	ESP	20

(suite à la page suivante)

(suite)

TABLEAU III. Opérations approuvées (5 millions de dollars et plus),[a] 2018 (en millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nom	Type	Montant
Paraguay	Promotion des investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique du secteur industriel au Paraguay	GCR	20
	Projet d'amélioration et d'expansion des services de santé animale au Paraguay	ESP	15
	Investissements dans les finances publiques pour le développement durable	ESP	25
	Finances publiques pour le développement durable	PBL	300
	Programme de logement et de réhabilitation pour Bañado Sur à Asunción	ESP	100
	Programme de soutien du plan d'action numérique	ESP	130
	Projet d'amélioration du système national d'alerte rapide aux événements hydrométéorologiques sur le territoire national	ESP	10
	Programme de rénovation et de modernisation de la centrale hydroélectrique d'Acaray	ESP	125
Régional	Modernisation du complexe hydroélectrique binational de Salto Grande	ESP	80
	Programme de développement et d'intégration de la région de Salto Grande	ESP	50
	Expansion du mécanisme en faveur des énergies durables (*Sustainable Energy Facility, SEF*) à destination de la Caraïbe orientale (SEF EXPANDED)	GCR	60
République dominicaine	Programme de durabilité et d'efficacité du secteur électrique II	PBP	400
	Cité des femmes	ESP	20
	Programme de développement de l'agroforesterie durable	LBR	106
		GOM	44
	Amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle et technique	ESP	70
	Programme d'expansion des réseaux d'électricité et de réduction des pertes techniques dans les systèmes de distribution	ESP	155
Suriname	Programme de productivité agricole durable	ESP	30
	Projet d'amélioration des services de santé	ESP	20
Uruguay	Programme financier de développement productif II	GCR	50
	Programme d'amélioration des quartiers III	GOM	70
	Programme de développement productif rural II	ESP	24
	Programme d'assainissement de Ciudad del Plata, Phase I	GOM	20
	Uruguay Global : Promotion des compétences numériques pour l'internationalisation	LBR	8
	Programme de gestion budgétaire et financière	ESP	17

[a] N'inclut pas les reformulations.

TABLEAU IV. Souscriptions au capital et nombre de voix, au 31 décembre 2018

(en millions de dollars des États-Unis)[a]

Pays membres	Capital souscrit du Capital Ordinaire				% du nombre total de voix[b]
	Libéré	Exigible	Capital complémentaire[c]	Total	
Membres régionaux en développement					
Argentine	$ 672,9	$ 18 742,5	$ 303,3	$ 19 718,7	11,354
Bahamas	15,1	341,4	6,0	362,5	0,209
Barbade	8,1	224,8	1,1	234,0	0,137
Belize	9,3	189,9	4,1	203,3	0,117
Bolivie	54,0	1 505,7	28,6	1 588,3	0,913
Brésil	672,9	18 742,5	325,5	19 740,9	11,354
Chili	184,8	5 147,2	94,0	5 425,9	3,119
Colombie	184,8	5 147,2	91,0	5 423,0	3,119
Costa Rica	27,0	753,3	13,8	794,1	0,457
El Salvador	27,0	751,3	12,8	791,0	0,456
Équateur	36,0	1 002,5	18,0	1 056,6	0,608
Guatemala	34,7	951,2	19,3	1 005,2	0,577
Guyana	10,5	264,1	4,7	279,4	0,162
Haïti	27,0	751,3	12,9	791,2	0,456
Honduras	27,0	753,3	15,5	795,8	0,457
Jamaïque	34,7	951,2	17,0	1 003,0	0,577
Mexique	432,6	12 048,4	197,4	12 678,4	7,299
Nicaragua	27,0	751,3	14,2	792,4	0,456
Panama	27,0	751,3	14,9	793,1	0,456
Paraguay	27,0	751,3	16,6	794,9	0,456
Pérou	90,1	2 508,9	47,3	2 646,3	1,521
République dominicaine	36,1	1 005,2	20,0	1 061,3	0,610
Suriname	7,2	143,8	3,4	154,5	0,089
Trinité-et-Tobago	26,0	712,8	12,5	751,4	0,433
Uruguay	72,2	2 010,5	33,2	2 115,9	1,219
Venezuela	249,3	5 568,5	171,0	5 988,8	3,403
Total membres régionaux en développement	**3 020,3**	**82 471,4**	**1 498,1**	**86 989,9**	**50,0**
Canada	**241,7**	**6 598,8**	**184,1**	**7 024,6**	**4,001**
États-Unis	**1 813,1**	**49 500,7**	**2 923,3**	**54 237,1**	**30,006**
Membres extra-régionaux					
Allemagne	114,5	3 126,4	127,8	3 368,7	1,896
Autriche	9,6	263,4	11,2	284,2	0,161
Belgique	19,8	541,7	23,6	585,1	0,329
Chine	0,2	5,0	123,9	129,1	0,004
Corée, république de	0,2	5,0	1,0	6,1	0,004
Croatie	2,9	80,2	3,5	86,7	0,050
Danemark	10,3	280,0	11,1	301,4	0,171
Espagne	117,4	3 241,8	120,0	3 479,2	1,965
Finlande	9,6	263,4	10,6	283,6	0,161
France	114,5	3 126,4	123,3	3 364,2	1,896
Israël	9,5	259,7	9,1	278,3	0,158
Italie	117,4	3 241,8	121,0	3 480,1	1,965
Japon	302,1	8 248,8	326,6	8 877,5	5,001
Norvège	10,3	280,0	10,9	301,1	0,171
Pays-Bas	14,6	325,6	18,6	358,9	0,200
Portugal	3,2	89,2	4,4	96,9	0,055
Royaume-Uni	58,1	1 588,0	98,6	1 744,8	0,964
Slovénie	1,8	49,0	1,9	52,8	0,031
Suède	19,7	538,3	22,7	580,7	0,327
Suisse	28,4	776,3	36,7	841,4	0,471
Total membres extra-régionaux	**964,1**	**26 330,0**	**1 206,5**	**28 500,8**	**15,980**
TOTAL GÉNÉRAL	**$6 039,0**	**$164 901,0**	**$5 812,0**	**$176 752,0**	**100,0**

[a] Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[b] Chaque pays membre possède le même nombre de voix pour les décisions concernant le Capital ordinaire. Sauf stipulation contraire dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les questions sont décidées à la majorité du nombre de voix total des pays membres.
[c] N'affecte pas le nombre de voix.

TABLEAU V. Structure salariale – Personnel international (au 31 décembre 2018)

(en dollars des États-Unis)

Échelon	Intitulé du poste du représentant	Grille des salaires minimaux	Grille des salaires maximaux	Personnel à cet échelon (%)	Salaire moyen	Prestations moyennes budgétisées[a]
P	Président[b]		473 934	0,1%	473 934	199 052,28
E2	Vice-président	300 100	405 100	0,2%	384 870	161 645,54
E3	Directeur général	274 500	398 400	0,7%	342 152	143 703,84
E4	Chef de bureau indépendant	236 700	355 700	0,8%	298 376	125 318,07
E5	Directeur sectoriel	210 400	315 900	0,9%	256 510	107 734,38
R	Représentant national	183 700	283 900	1,5%	218 954	91 960,69
1	Chef de division – Responsable technique principal/conseiller principal	183 700	283 900	4,4%	226 875	95 287,58
2	Chef d'unité – Spécialiste principal/ conseiller principal	162 700	251 700	9,2%	191 735	80 528,67
3	Spécialiste/conseiller en chef	137 800	220 500	16,8%	158 635	66 626,68
4	Spécialiste principal	121 300	194 000	21,7%	132 475	55 639,68
5	Spécialiste	110 500	165 800	19,0%	116 182	48 796,24
6	Attaché principal d'administration	98 200	147 200	7,4%	102 701	43 134,57
7	Attaché d'administration	87 200	130 800	4,7%	94 888	39 853,15
8	Analyste en chef – Coordinateur administratif en chef	76 600	114 700	5,2%	85 142	35 759,61
9	Analyste – Coordinateur administratif	67 700	101 300	4,2%	76 518	32 137,71
10	Adjoint principal	54 500	87 100	2,6%	66 887	28 092,56
11	Adjoint	47 500	76 000	0,3%	50 251	21 105,42

[a] Représente le montant moyen budgétisé par échelon, comprenant l'assurance santé, vie et invalidité, les indemnités de fin de contrat de travail acquises, ainsi que toute autre prestation hors salaire.
[b] Le salaire du président n'inclut pas l'indemnité de cadre de 84 819 dollars.

TABLEAU VI. Frais administratifs consolidés (en millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2016 Réels	2017 Réels	2018 Réels
Assemblée des gouverneurs	$ 3,2	$ 4,0	$ 4,0
Conseil d'administration	21,3	21,6	21,3
Bureau de l'évaluation	8,2	6,9	6,9
Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MICI)	2,1	2,3	2,1
Tribunal administratif	—	0,8	0,9
Siège social et agences nationales	512,0	539,7	546,1
Total des frais administratifs bruts[a,b,c,d,e]	**546,8**	**575,3**	**581,3**
Remboursement avec les fonds administrés par la Banque et la SII	(12,4)	(19,1)	(19,6)
Remboursements du MIF et d'INTAL, revenus administratifs	(9,4)	(11,5)	(12,5)
Total des frais administratifs nets	**525,0**	**544,7**	**549,2**
Capital	61,8	52,4	50,6
Total des frais administratifs nets et capital	**$586,8**	**$597,0**	**$599,8**

[a] N'inclut pas les amortissements d'un montant de 31 millions, 33,7 millions et 38,5 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement.
[b] N'inclut pas les coûts des régimes de pensions de retraite d'un montant de 128 millions, 134 millions et 149 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement.
[c] N'inclut pas les dépenses non capitalisées au titre des projets d'investissement d'un montant de 1,8 million, 4,3 millions et 1,5 million de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement.
[d] Inclut les frais prépayés d'un montant de 5,5 millions, 6,2 millions et 5,6 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement.
[e] N'inclut pas les dépenses remboursées avec les fonds administrés par la Banque, d'un montant de 4,3 millions, 4 millions et 6,7 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement. N'inclut pas les dépenses remboursées avec les fonds de la SII d'un montant de 5,8 millions, 8,6 millions et 9 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement. N'inclut pas les dépenses payées à la SII d'un montant de 51,4 millions, 63,7 millions et 72,9 millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement. N'inclut pas les 3,4 millions, 2,2 millions et 2 millions de dollars liés à la restructuration des activités du secteur privé en 2016, 2017 et 2018, respectivement ; ni les autres dépenses non budgétaires d'un montant de 5,6 millions, (3,4) millions et (17,3) millions de dollars en 2016, 2017 et 2018, respectivement.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2018		2017	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et M	$ **835**		$ 896	
Titres de placement - À négocier - Notes D, L et M	**31 918**	$ **32 753**	33 154	$ 34 050
Actifs liés au développement				
Encours des prêts - Notes E, F et M	**93 377**		89 082	
Provision pour pertes sur prêts	**(426)**		(546)	
Titres d'emprunt - Notes L et M	**18**	**92 969**	—	88 536
Intérêts courus et autres charges				
Sur titres de placement	**169**		142	
Sur prêts	**792**		686	
Sur swaps, nets	**—**	**961**	41	869
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, T et M				
Titres de placement - à négocier	**217**		113	
Prêts	**693**		731	
Emprunts	**391**		835	
Autres	**6**	**1 307**	9	1 688
Autres actifs				
À recevoir pour les titres de placement vendus	**421**		9	
Biens, nets - Note H	**458**		447	
Misceláneos - Nota E	**590**	**1 469**	641	1 097
Total des actifs		$ **129 459**		$ 126 240
PASSIF ET FONDS PROPRES				
Passif				
Emprunts - Notes I, J, K, L, T et M				
Court terme	$ **1 142**		$ 1 143	
Moyen et long terme				
Mesurés à leur valeur vénale	**57 819**		54 376	
Mesurés au coût amorti	**30 962**	$ **89 923**	32 909	$ 88 428
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, T et M				
Titres de placement - à négocier	**128**		305	
Prêts	**238**		476	
Emprunts	**2 959**		2 039	
Autres	**9**	**3 334**	7	2 827
À payer pour les titres de placement achetés		**512**		180
À payer pour les garanties en espèces reçues		**47**		87
Passif lié aux prestations de retraite - Note U		**554**		397
Montant dû au Mécanisme de don de la BID - Note O		**246**		359
Intérêts courus sur emprunts		**667**		589
Intérêts accrus sur swaps, nets		**166**		—
Programmes spéciaux non décaissés - Note P		**212**		212
Autres éléments du passif - Note E, K et L		**869**		914
Total du passif		**96 530**		93 993
Fonds propres				
Capital social - Note P				
Capital souscrit : 14 170 108 actions	**170 940**		170 940	
Moins la fraction exigible	**(164 901)**		(164 901)	
Fraction liberée du capital complementaire	**5 812**		5.812	
	11 851		11 851	
Souscriptions au capital à recevoir	**(6)**		(6)	
À recevoir des membres - Note G	**(822)**		(807)	
Bénéfices non distribués - Note R	**21 446**		20 670	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note S	**460**	**32 929**	539	32 247
Total du passif et des fonds propres		$ **129 459**		$ 126 240

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar2018/fs.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Revenus			
Prêts			
Intérêts, après swaps - Notes E, K et T	**$ 2 941**	$ 2 419	$ 2 237
Autres revenus de prêts	**116**	116	128
	3 057	2 535	2 365
Titres de placement - Notes D et K			
Intérêts	**863**	487	286
Gains nets (pertes)	**(38)**	1	35
Autres revenus d'intérêts - Notes K et T	**1**	12	23
Autres	**40**	40	24
Total des revenus	**3 923**	3 075	2 733
Charges			
Frais d'emprunt			
Intérêts, après swaps - Notes I, J, K et L	**2 229**	1 206	779
Autres coûts des emprunts	**26**	17	18
	2 255	1 223	797
Provision pour pertes sur prêts et garanties - Note F	**(35)**	27	142
Frais administratifs	**844**	819	757
Programmes spéciaux - Note P	**107**	104	91
Total des charges	**3 171**	2 173	1 787
Revenu d'exploitation	**752**	902	946
Ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères - Notes I, J, K et T	**15**	(370)	(179)
Autres éléments du coût net des régimes de pension - Note U	**75**	83	81
Transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs - Note O	**—**	—	—
Revenu net	**842**	615	848
Bénéfices non distribués en début d'exercice	**20 670**	20 055	19 207
Ajustements de la valeur vénale nette sur les emprunts imputables aux changements du risque de crédit par instrument - Note B	**(16)**	—	—
Répartition pour le compte des actionnaires - Note Z	**(50)**	—	—
Bénéfices non distribués en fin d'exercice	**$ 21 446**	$ 20 670	$ 20 055

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Revenu net	**$ 842**	$ 615	$ 848
Autres éléments du résultat global (perte) - Note S			
Réclassification à revenu - remboursement de pertes nettes actuarielles et crédit pour sérvice précédent des prestations de retraite planes de beneficios por retiro - Nota U	**23**	1	(8)
Ajustements de la valeur vénale nette sur les emprunts imputables aux changements du risque de crédit par instrument - Note B	**93**	—	—
Comptabilisation des variations des actifs/passifs liés aux prestations de retraite - Note U	**(195)**	(67)	(40)
Total autres éléments du résultat global (perte)	**(79)**	(66)	(48)
Revenus globaux	**$ 763**	$ 549	$ 800

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar2018/fs.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Prêts :			
Décaissements de prêts	$ **(11 304)**	$ (10 250)	$ (9 600)
Recouvrements de prêts	**6 828**	7 748	6 023
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt	**(4 476)**	(2 502)	(3 577)
Achat de titres d'emprunt	**(18)**	—	—
Achat de biens	**(49)**	(47)	(59)
Actifs et passifs divers	**101**	12	34
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt et de placement	**(4 442)**	(2 537)	(3 602)
Trésorerie issue des activités de financement			
Emprunts à moyen et long terme :			
Produit de l'émission	**19 520**	18 675	15 569
Remboursements	**(16 346)**	(12 783)	(13 889)
Emprunts à court terme :			
Produit de l'émission	**7 871**	5 627	5 116
Remboursements	**(7 872)**	(5 022)	(5 089)
Garanties en espèces reçues (restituées)	**(42)**	(190)	(163)
Recouvrement de montants à recevoir des membres	**2**	4	15
Recouvrement des souscriptions au capital	**1**	28	346
Paiements du maintien de la valeur aux membres	**(7)**	(54)	—
Paiements aux pays membres au titre du maintien de la valeur	**(49)**	—	—
Transfers en liquidités du FOS	**—**	—	—
Trésorerie nette procurée par les activités de financement	**3 078**	6 572	1 905
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement à négocier	**(60 747)**	(60 809)	(50 758)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement à négocier	**61 667**	56 199	51 266
Recouvrements du revenu des prêts, après swaps	**2 913**	2 473	2 489
Intérêts et autres charges liés aux emprunts, après swaps	**(2 299)**	(996)	(612)
Revenus des placements	**684**	284	158
Autres revenus d'intérêts	**1**	13	24
Autres revenus	**44**	46	18
Frais administratifs	**(753)**	(740)	(717)
Transferts au Mécanisme de don de la BID	**(113)**	(123)	(92)
Programmes spéciaux	**(107)**	(112)	(109)
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation	**1 290**	(3 765)	1 667
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	**13**	27	(12)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	**(61)**	297	(42)
Trésorerie en début d'exercice	**896**	599	641
Trésorerie en fin d'exercice	$ **835**	$ 896	$ 599

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar2018/fs.

COMPTE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT INTERMÉDIAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2018	**2017**
ACTIFS		
Espèces	**$ —**	$ —
Titres de placement - Notes C et D	**60**	70
Total des actifs	**$ 60**	$ 70
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif		
À verser au Capital ordinaire	**$ 2**	$ 2
Solde du fonds	**58**	68
Total du passif et du solde du fonds	**$ 60**	$ 70

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Ajouts			
Revenus des placements - Note C	$ **1**	$ —	$ 1
Déductions			
Intérêts pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire - Note E	**11**	13	18
Variation du solde du fonds	**(10)**	(13)	(17)
Solde du fonds en début d'exercice	**68**	81	98
Solde du fonds en fin d'exercice	$ **58**	$ 68	$ 81

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Revenus des placements	$ **1**	$ 2	$ 3
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire	**(11)**	(13)	(18)
Achats de titres de placement	**(215)**	(341)	—
Produit de la vente ou de l'échéance de titres de placement	**225**	352	15
Trésorerie issue des activités d'exploitation	**—**	—	—
Trésorerie en début d'exercice	**—**	—	—
Trésorerie en fin d'exercice	$ **—**	$ —	$ —

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar2018/fs.

MÉCANISME DE DON DE LA BID
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2018	**2017**
ACTIFS		
Espèces	**$ 1**	$ —
À recevoir du Capital ordinaire	**245**	359
Total des actifs	**$ 246**	$ 359
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passifs		
Dons non décaissés - Notes C et D	**$ —**	$ —
Solde du fonds	**246**	359
Total du passif et du solde du fonds	**$ 246**	$ 359

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Ajouts			
Transferts du Capital ordinaire - Note C	**$ —**	$ —	$ —
Décomptabilisations des dons non décaissés - Note C	**—**	—	491
Déductions			
Dons	**113**	123	20
Variation du solde du fonds	**(113)**	(123)	471
Solde du fonds en début d'exercice	**359**	482	11
Solde du fonds en fin d'exercice	**$ 246**	$ 359	$ 482

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	**2017**	**2016**
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Transferts en liquidités du Fonds des opérations spéciales	**$ —**	$ —	$ 24
Transferts en liquidités du Capital ordinaire	**114**	123	92
Décaissements de dons	**(113)**	(123)	(116)
Trésorerie nette issue des activités d'exploitation	**1**	—	—
Trésorerie en début d'exercice	**—**	—	—
Trésorerie en fin d'exercice	**$ 1**	$ —	$ —

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar2018/fs.

ANNEXE I. Gouverneurs et suppléants

Pays	Gouverneur	Gouverneur Suppléant
ALLEMAGNE	Norbert Barthle	Marianne Kothé
ARGENTINE	Nicolás Dujovne	Guido Sandleris
AUTRICHE	Hartwig Löger	Edith Frauwallner
BAHAMAS	Peter Turnquest	Marlon S. Johnson
BARBADE	Mia Amor Mottley	Ian Carrington
BELGIQUE	Johan Van Overtveldt	Alexander De Croo
BELIZE	Dean Barrow	Joseph Waight
BOLIVIE	Mariano Prado Noya	Mario Alberto Guillén Suárez
BRÉSIL	Esteves Pedro Colnago Junior	Jorge Saba Arbache Filho
CANADA	Chrystia Freeland	Rick Stewart
CHILI	Felipe Larraín B.	José Francisco Moreno Guzmán
CHINE	Yi Gang	
COLOMBIE	Alberto Carrasquilla Barrera	Gloria Alonso Másmela
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Dong Yeon Kim	Juyeol Lee
COSTA RICA	María del Rocío Aguilar Montoya	
CROATIE	Zdravko Maric	Stipe Župan
DANEMARK	Morten Jespersen	Anders Oernemark
EL SALVADOR	Nelson Eduardo Fuentes Menjivar	Oscar Ovidio Cabrera Melgar
ÉQUATEUR	Richard Iván Martínez Alvarado	Verónica Artola Jarrín
ESPAGNE	Nadia Calviño Santamaría	Ana de la Cueva Fernández
ÉTATS-UNIS	Steven Terner Mnuchin	
FINLANDE	Elina Kalkku	Satu Santala
FRANCE	Bruno Le Maire	Odile Renaud-Basso
GUATEMALA	Víctor Martínez Ruiz	Sergio Francisco Recinos Rivera
GUYANE	Winston DaCosta Jordan	
HAÏTI	Ronald Decembre	Aviol Fleurant
HONDURAS	Rocío Izabel Tábora Morales	Wilfredo Rafael Cerrato Rodriguez
ISRAËL	Moshe Kahlon	Matan Lev-Ari
ITALIE	Giovanni Tria	Ignazio Visco
JAMAÏQUE	Nigel Clarke	Darlene Morrison
JAPON	Taro Aso	Haruhiko Kuroda
MEXIQUE	José Antonio Gzz Anaya	Miguel Messmacher Linartas
NICARAGUA	Ivan Adolfo Acosta Montalván	Manuel Coronel Novoa
NORVÉGE	Jens Frolich Holte	Bjørn Brede Hansen
PANAMA	Eyda Varela de Chinchilla	Gustavo Valderrama
PARAGUAY	Benigno María López Benítez	Humberto Colmán Castillo
PAYS-BAS	Sigrid Kaag	R.M. (Reina) Buijs
PÉROU	Carlos Augusto Oliva Neyra	Betty Armida Sotelo Bazán
PORTUGAL	Mário Centeno	Maris Teresa Ribeiro
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Donald Guerrero Ortiz	Isidoro Santana
ROYAUME-UNI	Penny Mordaunt	Lord Bates
SLOVÉNIE	Andrej Bertoncelj	Andrej Kavcic
SUÈDE	Ulrika Modéer	Magnus Lennartsson
SUISSE	Raymund Furrer	Reto Grüninger
SURINAME	Gillmore Hoefdraad	Stephen Tsang
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Camille R. Robinson-Regis	Joanne Deoraj
URUGUAY	Danilo Astori	Pablo Ferreri
VENEZUELA	Oswaldo Javier Pérez Cuevas	Santiago Armando Lazo Ortega

Au 31 décembre 2018.

ANNEXE II. Administrateurs et Administrateurs Suppléants

			Nombre de voix	Pourcentage de voix
Toshiyuki Yasui. **JAPON** Malcolm Geere (Suppléant). **ROYAUME-UNI**	**Élu par :** Croatie Japon République de Corée	Portugal Slovénie Royaume-Uni	865 302	6,10
Stefania Antonella Bazzoni. **ITALIE** Ute Heinbuch (Suppléant). **ALLEMAGNE**	**Élu par :** Belgique Chine Allemagne Israël	Italie Pays-Bas Suisse	712 259	5,02
Alicia Montalvo Santamaría. **ESPAGNE** Patrick Jean Hervé (Suppléant). **FRANCE**	**Élu par :** Autriche Danemark Finlande France	Norvège Espagne Suède	687 703	4,85
Eliot Pedrosa (Suppléant). **ÉTATS-UNIS**	**Élu par :** États-Unis		4 253 799	30,01
Armando José León Rojas. **VENEZUELA** Fernando Ernesto de León de Alba (Suppléant). **PANAMA**	**Élu par :** Panama	Venezuela	547 051	3,86
Juan Bosco Martí Ascencio. **MEXIQUE** Carlos Augusto Pared Vidal (Suppléant). **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**	**Élu par :** République dominicaine	Mexique	1 121 196	7,91
Marko Marcelo Machicao Bankovic. **BOLIVIE** Marcelo Bisogno (Suppléant). **URUGUAY**	**Élu par :** Bolivie Paraguay	Uruguay	366 858	2,59
Federico Ignacio Poli. **ARGENTINE**	**Élu par :** Argentine	Haïti	1 674 226	11,81
José Guilherme Almeida dos Reis. **BRÉSIL** Sergio Savino Portugal (Suppléant). **BRÉSIL**	**Élu par :** Brésil	Suriname	1 622 236	11,44
Alex Foxley. **CHILI** Rosa Matilde Guerrero Murgueytio (Suppléant). **ÉQUATEUR**	**Élu par :** Chili	Équateur	528 355	3,73
Guillermo Enrique Rishchynski. **CANADA** Eric Daniel Madueño (Suppléant). **CANADA**	**Élu par :** Canada		567 174	4,00
Selwin Charles Hart. **LA BARBADE** Arthur Williams (Suppléant). **JAMAÏQUE**	**Élu par :** Bahamas La Barbade Guyane	Jamaïque Trinité-et-Tobago	215 269	1,52
José Mauricio Silva. **EL SALVADOR** Francisco José Mayorga Balladares (Suppléant). **NICARAGUA**	**Élu par :** Belize Costa Rica El Salvador	Guatemala Honduras Nicaragua	357 450	2,52
Gerardo M. Corrochano. **PÉROU** Sergio Díaz Granados (Suppléant). **COLOMBIE**	**Élu par :** Colombie	Pérou	657 710	4,64
TOTAL			**14 176 588**	**100,00***

Au 31 décembre 2018.
* Le total de 100 % peut ne pas correspondre à la somme des pourcentages individuels.

ANNEXE III. Agents principaux

Président	Luis Alberto Moreno
Vice-présidente exécutive	Julie T. Katzman
Vice-président pour les pays	Alexandre Meira da Rosa
Vice-président pour les secteurs et le savoir	Ana Maria Rodríguez-Ortiz
Vice-président des finances et de l'administration	Claudia Bock-Valotta
Directeur général et économiste en chef, Direction de la Recherche et économiste en chef, a.i.	Alejandro Izquierdo
Directeur général, Département géographique – Cône Sud	José Luis Lupo
Directrice général, Département géographique – Groupe andin	Rafael de la Cruz
Directrice générale, Département géographique – Amérique centrale, Haïti, Mexique, Panama et République dominicaine	Verónica Zavala
Directeur général, Département géographique – Caraïbes	Therese Turner-Jones
Secrétaire	Germán Quintana
Conseiller juridique	John Scott
Chef de cabinet, Bureau de la présidence	Luis Alberto Giorgio
Conseiller principal auprès de la vice-présidente exécutive	José Seligmann-Silva
Directeur général et directeur financier, Département des finances	Gustavo De Rosa
Directeur général et principal responsable de l'efficacité du développement, Bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement	Luis Miguel Castilla
Directeur général, Département du budget et des services administratifs	Yeshvanth Edwin
Directeur général, Département des ressources humaines, a.i.	Daniel Fuster
Directrice générale et chef des services d'information, Département de la technologie de l'information	Nuria Simo Vila
Directrice générale, BID Lab	Irene Arias
Commissaire aux comptes principal	Jorge da Silva
Secteur de connaissance, innovation et communication	Federico Basañes
Directeur, secteur de l'infrastructure et de l'environnement	José Agustín Aguerre
Directeur, secteur social	Marcelo Cabrol
Directeur, secteur des institutions pour le développement, a.i.	Juan Antonio Ketterer
Directeur, secteur de changement climatique et du développement durable	Juan Pablo Bonilla
Directeur, secteur de l'intégration et du commerce	Fabrizio Opertti
Conseiller, Bureau des partenariats stratégiques	Bernardo Guillamón
Conseiller, Bureau de la gestion des risques et chef de la gestion des risques	Federico Galizia
Chef du Bureau de l'intégrité institutionnelle	Laura Profeta
Secrétaire exécutive, Mécanisme indépendant de consultation	Victoria Márquez Mees
Conseiller de l'éthique	Alberto Rivera-Fournier

Au 31 décembre 2018.

ANNEXE IV. Bureaux extérieurs et représentants

ARGENTINE, José Luis Lupo
Calle Esmeralda 130, pisos 19 y 20
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tél : 4320-1800

BAHAMAS, Daniela Carrera Marquis
IDB House, East Bay Street
(P.O. Box N-3743)
Nassau Tél : 396-7800

LA BARBADE, Juan Carlos de la Hoz
Maple Manor, Hastings
(P.O. Box 402)
Christ Church Tél : 227-8500

BELIZE, Cassandra Rogers
1024 Newtown Barracks
101 1st floor
Marina Towers Building
(P.O. Box 1853)
Belize City Tél : 221-5300

BOLIVIE, Alejandro Melandri
Edificio "BISA", piso 5
Avda. 16 de Julio, 1628
(Casilla 5872)
La Paz Tél : 2217-7700

BRÉSIL, Hugo Florez Timoran
Setor de Embaixadas Norte
Quadra 802 Conjunto F
Lote 39 – Asa Norte
70800-400 Brasília, D.F. Tél : 3317-4200

CHILI, Carolyn Robert
Avenida Pedro de Valdivia 0193, piso 10
(Casilla 16611)
Correo 9 (Providencia)
Santiago Tél : 431-3700

COLOMBIE, Rafael de la Cruz
Carrera 7, N 71-21
Torre B, piso 19
Edificio Bancafe
Bogotá Tél : 325-7000

COSTA RICA, Fidel Jaramillo
Centro Corporativo El Cedral
Edificio A, piso 4
Escazú, San José Tél : 2588-8700

EL SALVADOR, Carmiña Moreno
Edificio World Trade Center,
piso 4
89 Avda. Norte y Calle El Mirador
San Salvador Tél : 2233-8900

ÉQUATEUR, Fernando Quevedo
Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero
Ed. World Trade Center – Torre II, piso 9
(Apartado postal 17-07-9041)
Quito Tél : 299-6900

GUATEMALA, Carlos Melo
3era Avenida 13-78, Zona 10
Torre Citigroup – Nivel 10
(Apartado postal 935)
Guatemala Tél : 2327-4300

GUYANE, Sophie Makonnen
47 High Street, Kingston
(P.O. Box 10867)
Georgetown Tél : 225-7951

HAÏTI, Felipe Gómez-Acebo
Banque interaméricaine de développement
Bourdon 389
(Boîte postale 1321)
Port-au-Prince Tél : 2812-5000

HONDURAS, Eduardo Marquez Almeida
Colonia Lomas del Guijarro Sur
Primera Calle
(Apartado postal 3180)
Tegucigalpa Tél : 290-3500

JAMAÏQUE, Therese Turner-Jones
40–46 Knutsford Blvd., 6th floor
(P.O. Box 429)
Kingston 10 Tél : 764-0815

MEXIQUE, Tomás Bermúdez
Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11
Colonia Juárez
Delegación Cuauhtémoc
06600 México, D.F. Tél : 9138-6200

NICARAGUA, Baudouin Duquesne
Edificio BID
Km. 4 ½ Carretera a Masaya
(Apartado postal 2512)
Managua Tél : 264-9080

PANAMA, Verónica Zavala
Avda. Samuel Lewis, Obarrio
Torre HSBC, piso 14
(Apartado postal 0816-02900)
Panamá 5 Tél : 206-0900

PARAGUAY, Florencia Attademo-Hirt
Calle Quesada esq.
Legión Civil Extranjera
(Casilla 1209)
Asunción Tél : 616-2000

PÉROU, Viviana Caro Hinojosa
Dean Valdivia 148-Piso 10
Centro Empresarial Platinum Plaza
San Isidro, Lima Tél : 215-7800

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE,
Miguel Coronado
Calle Luis F. Thomen esq. Winston Churchill
Torre BHD, piso 10
(Apartado postal 1386)
Santo Domingo Tél : 784-6400

SURINAME, César Falconi
Peter Bruneslaan 2-4
Paramaribo Tél : 52-1201

TRINITÉ-ET-TOBAGO, Rocío Medina Bolívar
17 Alexandra Street, St. Clair
(P.O. Box 68)
Port of Spain Tél : 822-6400

URUGUAY, Morgan Doyle
Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre
(Casilla de correo 5029)
11000 Montevideo Tél : 915-4330

VENEZUELA. Moira Paz Estenssoro
Av. Venezuela, Torre Principal
Banco Bicentenario Piso 3,
El Rosal, Caracas 1060 Tél : 955-2900

INSTITUT POUR L'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES
Gustavo Beliz
Calle Esmeralda 130, pisos 16 y 17
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tél : 4323-2350

BUREAU EN ASIE
Keisuke Nakamura
Fukoku Seimei Building 16-F 2-2-2
Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japan Tél : 3591-0461

BUREAU EN EUROPE
Ignacio Corlazzoli
Calle de Bailén 41
Madrid 28005 Tél : 91-364-6950

Au 31 décembre 2018.

Catalogage avant publication de la
Bibliothèque Felipe Herrera de la
Banque Interaméricaine de Développement

Banque Interaméricaine de Développement rapport annuel 2018 : Bilan de l'année / Banque Interaméricaine de Développement.

p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Economic assistance-Latin America. 3. Bank loans-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement. Secteur Connaissance, Innovation et Communication.

IDB-AN-197

Copyright © 2019 Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'oeuvre ci-présente est sous une licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité – Pas d'utilisation commerciale – Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (http://creativecommons.org/licenses/bync-nd/3.0/igo/legalcode) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.

Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous les autres cas, l'utilisation du nom de la BID et du logo de la BID est interdite et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.

N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.

Le rapport annuel est élaboré par le secteur Connaissance, Innovation et Communication de la BID.

Rédacteur en chef : Paul Constance
Coordinatrice de production: Giselle Delgado Marín
Rédacteur français : Peritus Language Services
Conception : The Word Express, Inc.

Couverture :

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. Un projet pilote conjointement dirigé par une ONG locale, par un fabricant de drones américain et par le Ministère de la santé de la République dominicaine, permet d'accélérer la livraison d'échantillons de laboratoire aux hôpitaux. Photo : Smeldy Ramírez.

Les états financiers vérifiés indépendamment, avec les commentaires et analyses de la Direction : Capital ordinaire, sont disponibles en anglais et espagnol sur www.iadb.org/ar2018/fs.